

MESSAGE N° 274
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi
sur la sécurité alimentaire

22 août 2006

Nous avons l'honneur de vous transmettre un message à l'appui du projet de loi sur la sécurité alimentaire.

1. INTRODUCTION

Dans son programme gouvernemental et plan financier de la législature 2002–2006 le Conseil d'Etat a, sous le titre «Denrées alimentaires sûres», prévu de procéder à une redéfinition du rôle du Laboratoire cantonal comme service de la sécurité alimentaire. Dans le but d'optimiser la protection des consommatrices et consommateurs la Confédération avait annoncé l'harmonisation de sa législation sur les denrées alimentaires avec celle de l'Union Européenne. Sur cette base, le Conseil d'Etat a jugé en 2002 que des répercussions sur la législation cantonale étaient probables.

Par voie de motion, prise en considération le 16 juin 2004 (BGC pp. 783ss), le député Albert Bachmann propose de cantonaliser la tâche de contrôle des viandes par le biais d'une modification de l'article 6 de la loi d'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels.

Par sa motion, également prise en considération le 16 juin 2004, le député Jacques Bourgeois requiert la modification de la législation cantonale, notamment de la loi du 9 mai 1995 d'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et objets usuels. Il vise principalement l'établissement d'une seule instance pour les contrôles des denrées alimentaires «de la fourche à la fourchette» (cf. chapitre 6)

2. TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Pour donner suite au programme gouvernemental et aux motions, le Conseil d'Etat a mis sur pied un Comité de pilotage, sous la présidence de M^{me} Ruth Lüthi, conseillère d'Etat, directrice de la santé et des affaires sociales, et la vice-présidence de M. Pascal Corminbœuf, conseiller d'Etat, directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts, ainsi qu'un Comité de projet dirigé par M^{me} Stéphanie Mörikofer, docteur en biochimie et ancienne conseillère d'Etat en charge de la santé et des finances dans le canton d'Argovie. Au cours de plusieurs séances d'audition les membres de ces deux comités ont eu l'occasion d'entendre les représentants des milieux intéressés.

Les résultats peuvent être résumés ainsi:

Les principales attentes des entreprises alimentaires fri-bourgeoises (audition du 7 janvier 2005):

- avoir un seul interlocuteur (par entreprise) au niveau cantonal, en particulier pour les certificats d'exportation;
- un seul interlocuteur ne veut pas dire une seule instance mammouth;
- unifier les contrôles;
- fraudes: contrôles systématiques par le canton;
- intégrer le SICL au laboratoire cantonal ou au service du vétérinaire cantonal;

- différencier les activités de conseil et les contrôles.

Les conseils et avis des experts (audition du 13 janvier 2005)

- ne pas séparer la répression des fraudes (selon la LDAI) des activités de contrôle du laboratoire cantonal;
- séparer les activités de contrôle et de conseil;
- avoir un seul service de contrôle par entreprise;
- intégrer le SICL au laboratoire cantonal;
- avoir un seul interlocuteur pour les producteurs et les consommatrices/consommatrices (guichet unique);
- ne pas considérer comme indispensable le regroupement des services du chimiste cantonal et du vétérinaire cantonal dans une même structure. L'important c'est qu'il y ait une très bonne coordination.

Les conseils et avis des représentants de la Confédération (audition du 21 janvier 2005)

- les contrôles peuvent être faits indépendamment de l'autorité qui doit ensuite apprécier les résultats et y donner les suites qu'il convient;
- les contrôles doivent être indépendants des conseils;
- les différents spécialistes concernés par les contrôles doivent coordonner leur visite;
- l'Etat ne devrait pas s'occuper des contrôles privés (Bio, etc.);
- la tendance, au niveau européen, est de confier les contrôles des denrées alimentaires aux services de la santé publique.

Les conseils et avis de la présidente de la fondation pour la protection des consommateurs (audition du 26 janvier 2005):

- la priorité, dans le domaine des denrées alimentaires, c'est la protection de la santé. Par conséquent, le service qui s'en occupe doit dépendre du Département de la santé publique;
- séparation des contrôles et des conseils;
- les questions AOC devraient être liées aux conseils. En cas de fraude, un instrument de répression est nécessaire.

Les principales attentes du motionnaire J. Bourgeois (audition du 17 février 2005):

- regrouper toutes les questions de sécurité alimentaire réglées dans différentes lois fédérales dans une seule instance;
- disposer d'une seule instance (DIAF) pour les contrôles des denrées alimentaire «de la fourche à la fourchette»;
- simplifier l'exécution des contrôles, améliorer l'efficacité, réduire les coûts, éviter les doubles procédures;
- distinguer les compétences pour les conseils, suivis d'assurance de qualité des produits, et les contrôles liés à la répression;
- être compatible avec le droit européen;
- regrouper la répression des fraudes selon art. 182 LAgr et la lutte contre la tromperie selon LDAI;
- intégrer le SICL;
- intégrer les contrôles AOC dans la même instance.

Au terme de ces auditions, le Comité de projet a reçu le mandat d'élaborer un rapport à l'attention du Comité de pilotage. Ce rapport a été transmis au Comité de pilotage le 27 juin 2005. Le Comité de projet propose dans ce rapport deux variantes, un modèle de coordination et un autre d'intégration, pour la future organisation des contrôles des denrées alimentaires. Le Comité de pilotage s'est prononcé en septembre 2005 pour le modèle «intégration» qui tient mieux compte de la motion Bourgeois. Ce modèle se caractérise par la création d'une entité organisationnelle au sein de l'administration cantonale chargée de la sécurité alimentaire. Cette entité regroupe des tâches actuelles du Laboratoire cantonal et du Service vétérinaire.

En parallèle, le projet de regroupement des laboratoires de l'administration cantonale attachés à trois Directions différentes, à savoir DIAF, DSAS et DAEC, a été réactif. En effet, aussi bien le Service vétérinaire que le Laboratoire cantonal sont mandants de différents laboratoires. Le chimiste cantonal dirige en plus son propre laboratoire. Il est donc nécessaire de coordonner les travaux de regroupement des laboratoires avec ceux de la fusion des services du chimiste cantonal et du vétérinaire cantonal.

Le 12 décembre 2005, le Conseil d'Etat a pris acte des rapports et il s'est également prononcé pour le modèle «intégration» ainsi que pour une coordination avec les travaux qui mèneraient à un regroupement des laboratoires.

Le Comité de pilotage a ensuite élaboré un avant-projet de loi sur la sécurité alimentaire, projet qui a été mis en consultation entre le début mai 2006 et la fin juin 2006.

3. RÉSULTATS DE LA CONSULTATION

«Nous soutenons les objectifs poursuivis par cet avant-projet» a dit l'association des communes fribourgeoises en guise d'introduction à sa prise de position. On trouve de telles formulations pratiquement dans toutes les autres prises de position. On peut donc dire que l'avant-projet a été généralement bien accueilli. Certes il y a également eu des critiques quant à des formulations jugées trop «floues». Ces critiques portaient notamment sur la manière dont l'avant-projet traitait les questions de l'attribution des services du chimiste cantonal et du vétérinaire cantonal à une ou plusieurs directions, de l'incertitude quant à la fusion des deux services, de la délimitation des compétences entre chimiste cantonal et vétérinaire cantonal ainsi que de l'utilité d'une commission de la sécurité alimentaire.

Le titre était aussi mis en question, puisque la législation cantonale ne fait qu'exécuter des dispositions fédérales et que la «sécurité alimentaire» ne peut pas être réalisée avec de simples règles d'organisation.

Ci-après, la synthèse de quelques considérations des partenaires externes de l'administration:

3.1 Industrie alimentaire

Les industries alimentaires du canton, à savoir, Crema SA, Estavayer Lait SA, Marmy viandes SA, Micarna SA, Mifroma SA, Nestlé Suisse SA, Société Coopérative Migros Neuchâtel/Fribourg, ont établi une prise de position commune. Un des passages clés dit ceci:

«Il est de la plus haute importance pour les industries alimentaires du Canton de Fribourg que les services du chimiste et du vétérinaire cantonal, qui sont notamment responsables du contrôle en matière de sécurité alimentaire, soient regroupés au sein d'une seule direction afin de garantir une coordination optimale des activités. De plus, le regroupement au sein d'une seule direction permettra aux industries d'avoir un seul référent et une seule autorité de contact. Dès lors, nous demandons que soit précisé dans la loi le rattachement de ces services à une seule direction et ce, en tenant compte du fait que les matières premières destinées à la fabrication des denrées alimentaires ne sont pas toutes d'origine agricole.»

En plus, ils proposent d'avoir une seule unité administrative englobant les services du chimiste et du vétérinaire cantonal, d'intégrer dans le texte de la loi le principe de l'autocontrôle et d'être consultés lors de la mise en place des ordonnances d'application.

3.2 Partis politiques

Les partis politiques qui ont répondu à la consultation saluent tous les objectifs de l'avant-projet. De manière plus détaillée, le parti libéral-radical demande le rattachement du contrôle des denrées alimentaires à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, le parti démocrate chrétien se rallie à la prise de position de l'Union des Paysans Fribourgeois et l'Union Démocratique du Centre fait quelques propositions d'ordre rédactionnel.

3.3 Associations

Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, l'Association des communes fribourgeoises soutient les objectifs de l'avant-projet. Elle salue tout particulièrement la cantonalisation de l'inspection des viandes. En plus, elle insiste sur la forme potestative en ce qui concerne le contrôle des champignons et elle demande des précisions quant aux obligations des communes en matière d'eau potable.

L'Union des paysans fribourgeois est d'accord avec la séparation des activités de contrôle et des activités de conseil. Elle demande cependant une coordination entre les deux activités. Elle demande ensuite que le contrôle soit rattaché à la Direction en charge de l'agriculture et que la commission de la sécurité alimentaire soit également ouverte à des milieux externes à l'administration.

Uniterre s'inquiète principalement de la problématique de la traçabilité des produits importés et demande également que les producteurs soient représentés dans la commission.

La Fédération romande des consommateurs salue le fait d'avoir un seul interlocuteur en matière de protection des consommateurs. Elle demande que les responsabilités des organes engagés ne soient pas diluées, mais plutôt clairement et fermement établies. De ce fait, le texte de la loi devrait être formulé d'une manière plus affirmative.

4. CONTRÔLE DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Le contrôle des denrées alimentaires entre dans le cadre de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI: RS 817.0). Cette loi a pour but:

- de protéger les consommateurs contre les denrées alimentaires et les objets usuels pouvant mettre la santé en danger;
- d'assurer la manutention des denrées alimentaires dans de bonnes conditions d'hygiène;
- de protéger les consommateurs contre les tromperies relatives aux denrées alimentaires.

Elle s'applique à toutes les denrées alimentaires.

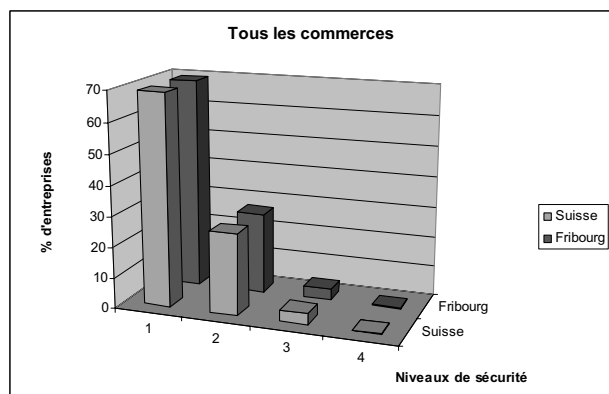
4.1 Autocontrôle et contrôle officiel

La sécurité alimentaire repose sur deux piliers à savoir l'autocontrôle et le contrôle officiel.

- L'autocontrôle est une obligation légale fédérale pour tous ceux qui produisent, transforment, vendent, importent, etc. des denrées alimentaires et des objets usuels. Cet autocontrôle est à la charge des opérateurs (mais pas de l'Etat). Il représente la part la plus importante des coûts de la sécurité alimentaire.
- Le contrôle officiel ou étatique n'intervient que subsidiairement. Il a notamment comme objet de vérifier si l'autocontrôle est correctement appliqué. En ce qui concerne le contrôle des viandes, il est à relever que le contrôle étatique est nettement plus étendu. En effet, selon l'article 26 LDAI un examen étatique de la viande de tous les animaux après l'abattage doit être effectué.

4.2 L'analyse des besoins

La sécurité alimentaire du canton de Fribourg est comparable à celle de la Suisse. Le graphique démontre que, en 2005, 95% des entreprises contrôlées se situaient dans les catégories de sécurité 1 et 2 (sécurité assurée ou petites lacunes), 5% seulement se situaient dans la catégorie 3 (sécurité compromise) et quelques cas dans la catégorie 4 (sécurité non assurée).



La statistique est valable pour les quelque 3000 commerces contrôlés par le Laboratoire cantonal. Les résultats pour la cinquantaine d'abattoirs et les entreprises de transformation des viandes contrôlés par le service du vétérinaire cantonal ne sont pour l'instant pas encore soumis à la même systématique.

Cette systématique a été élaborée au départ pour tous les commerces artisanaux, mais elle est en principe applicable pour tous les commerces.

La technique d'inspection doit être améliorée pour les industries alimentaires dans le sens des audits et des procédures imposées par les nouvelles ordonnances d'applications de la LDAI, entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2006. La formation y relative des inspecteurs est actuellement en cours. Plusieurs inspections de l'industrie selon le nouveau schéma ont déjà eu lieu.

4.3 Les principes

Le contrôle des denrées alimentaires en Suisse est bâti sur les principes suivants:

4.3.1 Efficacité

Les activités, actions, campagnes doivent viser des effets concrets mesurables. Ce principe nécessite l'établissement, au niveau du canton, de la région et de la Suisse, de campagnes d'analyse/prélèvement et d'inspections ainsi que des objectifs annuels.

4.3.2 Transparence

Ce principe nécessite:

- à l'intérieur: une structure hiérarchique simple et claire.
- vers l'extérieur: les entreprises doivent savoir précisément qui est leur interlocuteur dans le service officiel du contrôle des denrées alimentaires.

4.3.3 La subsidiarité du contrôle officiel

Ce principe se base sur le fait que la responsabilité principale des produits se situe chez les opérateurs, selon le système de l'autocontrôle, avec un contrôle étatique subsidiaire.

4.3.4 Contrôles par sondage

Les contrôles officiels (inspections, prélèvements, analyses) se font par sondage. L'article 24 de la loi fédérale sur les denrées alimentaires précise en effet:

Art. 24 Inspection et prélèvement d'échantillons

¹ Les organes de contrôle examinent les denrées alimentaires, les additifs, les objets usuels, les locaux, les installations, les véhicules, les procédés de fabrication, les animaux, les plantes, les minéraux et les terrains utilisés à des fins agricoles, ainsi que les conditions d'hygiène; le contrôle se fait en règle générale par sondage.

Une exception très importante concerne l'inspection des animaux après l'abattage. Selon l'article 26 LDAI les inspecteurs ou les contrôleurs doivent examiner la viande de tous les animaux des espèces équine, bovine, ovine, caprine et porcine. Cette disposition est la raison principale pour laquelle les personnes en charge de ce contrôle représentent 25 EPT.

Avec la subsidiarité du contrôle officiel et le contrôle par sondage le but de la sécurité alimentaire peut être atteint avec une charge financière raisonnable pour les pouvoirs publics.

4.3.5 Contrôles en fonction des risques

Les contrôles se font régulièrement et selon une fréquence appropriée. Ils sont effectués en fonction du risque. L'article 56 de l'ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAIU; RS 817.02) précise:

Art. 56 Contrôles réguliers en fonction des risques

¹ Les contrôles officiels sont effectués par les autorités compétentes. Ils servent à vérifier que la législation sur les denrées alimentaires et les dispositions s'appliquant à la santé et à la protection des animaux sont bien respectées.

² Les contrôles doivent être effectués régulièrement et selon une fréquence appropriée. Ils sont exécutés en principe sans préavis.

³ Ils sont effectués en fonction des risques encourus; on tiendra compte des paramètres suivants:

- a. les risques identifiés en relation avec les denrées alimentaires, les établissements du secteur alimentaire, l'emploi des denrées alimentaires ainsi qu'avec les processus, matériaux, substances, activités ou opérations susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité des denrées alimentaires;
- b. les antécédents de la personne responsable par rapport au respect de la législation sur les denrées alimentaires;
- c. la fiabilité des autocontrôles déjà effectués;
- d. la taille de l'établissement;
- e. toute information laissant supposer une éventuelle infraction à la législation sur les denrées alimentaires;
- f. les éventuelles garanties fournies par l'autorité compétente du pays d'origine en cas d'importation;
- g. le risque de tromperie lié à la publicité.

Depuis l'année 2000, tous les laboratoires cantonaux de la Suisse ont déjà évalué la sécurité alimentaire des entreprises sur la base d'un concept élaboré par l'ACCS (Association des chimistes cantonaux de Suisse). Les résultats sont publiés dans les rapports annuels. Sur la base de ce concept, l'ACCS a élaboré en 2006 un concept permettant d'évaluer le risque de chaque entreprise et de le classer dans une des trois catégories suivantes: «sans risque», «risque moyen» ou «risque élevé».

La fréquence des contrôles dépend du risque de l'entreprise. Les entreprises à «risque moyen» seront contrôlées une fois tous les deux ans, celles «sans risque» moins souvent et celles à «risque élevé» plus souvent ou très souvent.

4.3.6 Indépendance des organes de contrôle

Une attention particulière est vouée à l'indépendance des organes de contrôle, selon les dispositions de l'article 63 ODAIOUs:

Art. 63 Exigences s'appliquant aux personnes chargées du contrôle officiel

¹ Les autorités chargées du contrôle officiel veillent à l'impartialité, à la qualité et à la cohérence des contrôles à tous les échelons.

² Les personnes chargées du contrôle officiel doivent:

- a. disposer d'une formation adaptée à leur domaine d'activité;
- b. suivre régulièrement des cours de perfectionnement et, le cas échéant, suivre une formation complémentaire.

³ Elles doivent être indépendantes des établissements qu'elles inspectent. Elles sont tenues de se récuser lorsqu'elles se trouvent dans l'un des cas prévus à l'article 10 al. 1 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative.

4.4 Compétences

Pour optimiser l'efficacité, il y a lieu d'utiliser au mieux les compétences professionnelles du chimiste cantonal, du vétérinaire cantonal et de leurs inspecteurs/trices.

Pour exercer la fonction de chimiste cantonal, il faut être au bénéfice du diplôme fédéral de chimiste des denrées alimentaires (art. 2 de l'ordonnance sur l'exécution de la législation sur les denrées alimentaires RS 817.025.21):

Art. 2

Toute personne candidate à l'une des fonctions suivantes doit posséder un diplôme sanctionnant la formation correspondante:

- a. chimiste cantonal;
- b. inspecteur cantonal des denrées alimentaires;
- c. contrôleur officiel des denrées alimentaires.

Les exigences relatives au diplôme fédéral de chimiste des denrées alimentaires font l'objet des articles 3 à 25 de l'ordonnance.

La fonction d'inspecteur des denrées alimentaires exige un diplôme fédéral d'inspecteur/trice des d.a. Le diplôme implique une formation HES (orientation chimie, technologie des denrées ou agriculture), une formation pratique d'une année, un travail de diplôme et un examen final.

L'Office vétérinaire fédéral a mis en consultation, au premier semestre 2006, une nouvelle ordonnance sur la formation de base, la formation qualifiante et la formation continue des personnes travaillant dans le Service vétérinaire public. Cette ordonnance remplacera l'ordonnance sur la formation des organes chargés du contrôle de l'hygiène des viandes (RS 817.191.54). Le but de cette démarche est d'arriver à une professionnalisation du Service vétérinaire public et particulièrement des personnes responsables de l'hygiène des viandes dans toute la Suisse. Avec les modifications prévues, les exigences professionnelles pour les personnes travaillant dans le domaine du contrôle des denrées alimentaires seront harmonisées.

L'article 62 de L'ODAIUUs exige que les laboratoires et les services d'inspection soient accrédités conformément à la norme européenne EN ISO/CEI 17025 respectivement 17020. C'est le cas pour le Laboratoire cantonal et l'inspectorat des denrées alimentaires depuis 10 ans.

5. SITUATION ACTUELLE

La loi cantonale du 9 mai 1995 d'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels définit les organes cantonaux chargés du contrôle de l'exécution de cette loi et règle leurs tâches. Ces organes cantonaux sont:

- le chimiste cantonal (CC) avec le Laboratoire cantonal et les inspecteurs cantonaux;
- le vétérinaire cantonal (VC), les inspecteurs des viandes et les contrôleurs des viandes.

A côté des tâches liées au contrôle des denrées alimentaires et des objets usuels, le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal sont chargés de l'exécution d'autres dispositions légales.

Le Service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière (SICL) est chargé, quant à lui, de l'inspection de l'assurance qualité dans l'économie laitière, de la consultation dans les domaines de la production laitière ainsi que de la transformation artisanale et fermière du lait, pour les cantons de Fribourg et Neuchâtel. Ces tâches découlent de l'ordonnance sur la qualité laitière (OQL: RS 916.351.0). Il y a cependant lieu de

préciser que cette base légale fédérale a fondamentalement changé. Selon la nouvelle OQL, l'organisation de l'activité d'inspection relèvera de la responsabilité des cantons.

5.1 Chimiste cantonal – Laboratoire cantonal

Le Laboratoire cantonal est rattaché à la DSAS. Il est dirigé par le chimiste cantonal.

- Effectif: 19 unités.
- Structure: 3 secteurs:
 - un secteur laboratoire apte à procéder à des contrôles physico-chimiques et microbiologiques;
 - un secteur inspectorat auquel appartiennent les inspecteurs cantonaux (5) des denrées alimentaires et l'inspecteur cantonal des eaux (1/2);
 - un secteur administratif.

Activités de contrôle des denrées alimentaires et des objets usuels

90% de l'activité du Laboratoire cantonal sont consacrés au contrôle (inspections, prélèvements d'échantillons, analyses de laboratoire, examen de documents, établissement de certificats) des denrées alimentaires dont font notamment partie l'eau potable, le lait et les produits laitiers, la viande et les produits à base de viande. A ces activités s'ajoute le contrôle des objets usuels (appareils, machines, locaux, cosmétiques, jouets, vaisselle, ustensiles, vêtements, ...). Le service est également régulièrement consulté pour des demandes de renseignements (consommateurs, entreprises, communes, média).

Autres activités

Le Laboratoire cantonal est également chargé:

- du contrôle de la qualité des eaux de baignade (piscines, plages);
- de la surveillance du commerce des toxiques;
- du contrôle de l'exécution de l'ordonnance sur la déclaration agricole (OAgRD);
- du contrôle de l'exécution de l'ordonnance sur l'agriculture biologique;
- du contrôle de l'exécution de l'ordonnance sur les appellations d'origine (AOP) et les indications géographiques protégées (IGP);
- du contrôle des vigneron encaveurs, depuis 2004.
- Nombre d'entreprises/commerces soumis au contrôle du Laboratoire cantonal: 3000.
- Nombre d'inspections effectuées par an: 1200 à 1500.
- Nombre d'échantillons analysés par an: environ 4500.
- Accréditation: Les activités d'analyse et d'inspection sont accréditées selon les normes EN ISO/CEI 17020 et EN ISO/CEI 17025.

5.2 Service vétérinaire

Le service vétérinaire est rattaché à la DIAF. Il est dirigé par le vétérinaire cantonal.

- Effectif: 6.5 unités.

- Le service collabore de manière étroite avec 21 vétérinaires de cantonnement, 2 vétérinaires officiels, 2 inspecteurs des viandes et 23 contrôleurs des viandes (ces 25 postes de personnel communal seront repris par l'Etat, conformément à la motion Bachmann). Quant aux inspecteurs chargés du contrôle des ruchers, ils sont actuellement 20. Ceux-ci sont sous la responsabilité directe du commissaire apicole.
- Structure:
 - santé animale et lutte contre les épizooties;
 - protection des animaux;
 - hygiène des viandes;
 - import/export; médicaments vétérinaires.

Activités dans le domaine du contrôle des denrées alimentaires (LDAI):

- hygiène des viandes (conditions de production, abattage, abattoirs, jusqu'au front de vente non compris);
- contrôle des dispositions relatives aux médicaments vétérinaires.

Autres activités:

- santé animale (lutte contre les épizooties, zoonoses);
- protection des animaux (expérimentation animale, autorisation de détention professionnelle, plaintes);
- import/export (animaux vivants, p. ex. poulets pour l'engraissement);
- élimination des sous-produits animaux.
- Nombre d'entreprises/commerces soumis au contrôle du vétérinaire cantonal: 36 petits abattoirs; 4 grands abattoirs; 7 locaux de transformation.
- Nombre d'inspections effectuées par an: en 2004, 2 vétérinaires officiels ont contrôlé de façon approfondie 197 exploitations détenant des animaux (contrôles bleus). Dans les petits abattoirs et les locaux de transformation, il faut compter en moyenne une visite par année. Dans les grands abattoirs, les tâches et le nombre de passages sont plus importants vu les demandes d'agrément pour l'exportation.
- Nombre d'échantillons analysés par an: le SVet ne dispose pas de laboratoire. Les analyses sont confiées soit au laboratoire Sanima, soit à des laboratoires externes. Au niveau du contrôle des résidus dans la viande, 208 analyses chez les porcs et 578 chez les bovins ont été effectuées dans les abattoirs. En ce qui concerne l'ESB (vache folle), 782 analyses ont été effectuées sur des animaux sains et 790 sur des animaux abattus d'urgence, dont 178 dans le laboratoire Sanima (LAAF, unité vétérinaire). Dans les exploitations de poules pondeuses, 185 analyses de Salmonella Enteritidis ont été effectuées.
- Accréditation: le SVet a planifié sa certification prochainement et elle sera suivie par l'accréditation des contrôles.

5.3 Service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière (SICL)

Le SICL est rattaché à la DIAF. Le rayon d'activité du SICL FR/NE couvre l'ensemble des territoires des cantons de Fribourg et de Neuchâtel.

- Effectif: la partie «inspection» du SICL (FR/NE) comprend (3.33 EPT):
 - 1 chef de l'inspection, médecin vétérinaire; pour 70% de son temps, il dirige et exécute des inspections d'assurance qualité du lait. Durant les 30% restant, il exécute les contrôles bleus sur ordre des vétérinaires cantonaux de FR et NE;
 - 2 inspecteurs avec maîtrise en industrie laitière à plein temps;
 - 1 collaborateur administratif à mi-temps pour la gestion des bases de données, les travaux statistiques et autres tâches administratives.
- Activités: sur la base de l'OQL:
 - l'inspection de l'assurance qualité dans l'économie laitière (établissements de production laitière, de mise en valeur artisanale et industrielle du lait ainsi que d'affinage et de préemballage du fromage);
 - la consultation dans les domaines de la production laitière et de la transformation artisanale et fermière du lait;
 - par délégation au Laboratoire agroalimentaire fribourgeois, les analyses pour le contrôle de la qualité du lait commercialisé et les analyses aux fins de l'assurance qualité des entreprises de la filière laitière;
 - l'homologation des équipements de prélèvement automatique des échantillons de lait pour l'ensemble de la Suisse romande.
- Autres activités:
 - la vérification du respect du cahier des charges des produits laitiers AOC (Gruyère, Emmental et Vacherin fribourgeois) sur mandat de l'OIC (mandat privé);
 - l'exécution des contrôles bleus dans les exploitations de production laitière sur mandat des Services vétérinaires FR et NE.
- Nombre d'entreprises/commerces soumis au contrôle du SICL (FR/NE): 3048 (y compris le canton de Neuchâtel).
- Nombre d'inspections effectuées par an: 1885.
- Nombre d'échantillons analysés par an: 98 000. Les échantillons sont confiés au laboratoire agroalimentaire fribourgeois (LAAF, unité laitière).
- Accréditation: l'inspection SICL doit être accréditée et agréée par la Suisse dans le cadre d'un accord international. Par ailleurs, les contrôles en rapport avec l'état de santé des animaux, effectués dans le cadre de l'assurance qualité du lait, sont à assurer par les vétérinaires officiels.
- La structure du SICL, dont la base légale est l'OQL, va subir une réorganisation complète.

Selon le projet de nouvelle OQL, l'organisation de l'activité d'inspection relèvera de la responsabilité des cantons.

6. LES MOTIONS BACHMANN ET BOURGEOIS

Par voie de motion, prise en considération le 16 juin 2004 (BGC pp. 783ss) le député Bachmann propose de canton-

naliser la tâche de contrôle des viandes par le biais d'une modification de l'article 6 de la loi d'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels.

Par sa motion, également prise en considération le 16 juin 2004, le député Bourgeois requiert la modification de la législation cantonale et notamment celle de la loi du 9 mai 1995 d'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et objets usuels. Il vise les buts suivants explicités lors de l'audition du 17 février 2005:

- disposer d'une seule instance (DIAF) pour les contrôles des denrées alimentaire «de la fourche à la fourchette»;
- simplifier l'exécution des contrôles, améliorer l'efficacité, réduire les coûts, éviter les doubles procédures;
- distinguer les compétences pour les conseils, suivis d'assurance de qualité des produits, et contrôles liés à la répression;
- être compatible avec le droit européen;
- regrouper la répression des fraudes selon art. 182 LAgr et la lutte contre la tromperie selon LDAI;
- intégrer le SICL;
- intégrer les contrôles AOC dans la même instance.

7. OBJECTIFS D'UNE RÉORGANISATION

Les objectifs de la réorganisation prennent en compte les revendications des motions Bachmann et Bourgeois, les attentes des partenaires, l'opinion des experts exprimée lors des auditions ainsi que les lois fédérales actuellement en vigueur. Le projet de nouvelle ordonnance sur l'assurance et le contrôle de la qualité dans l'économie laitière (OQL) a également été inclus dans ces objectifs. Enfin, l'orientation générale de la législation européenne en matière de sécurité alimentaire a été prise en considération.

Les principaux objectifs sont d'avoir:

- une seule instance;
- un guichet unique;
- un regroupement sous une seule direction des tâches visant le même objectif;
- un partenaire/interlocuteur unique;
- un contrôle efficace, indépendant et compétent;
- un regroupement des contrôles (CC, VC);
- une intégration de l'inspection SICL;
- une suppression des doublons;
- une séparation des activités de conseils et de contrôle;
- une réduction des coûts;
- une répression des fraudes (art. 182 LAgr) intégrée;
- une solution compatible avec la réglementation européenne.

8. ORGANISATION FUTURE

Le projet de loi fournit la base pour que toutes les activités du chimiste et du vétérinaire cantonal puissent être regroupées sous un même toit, y compris celles qui ne sont pas propres à l'exécution de la législation des denrées alimentaires. Ce nouveau service disposera d'un guichet

unique qui répartit les aspects liés à la sécurité alimentaire pure, mais aussi les autres aspects, tel que par exemple la protection des animaux ou la qualité des eaux de piscine.

Un groupe de travail présidé par un représentant du Service du personnel et d'organisation a élaboré un concept pour l'organisation concrète de ce Service.

Les moyens financiers et les forces de travail sont réunis dans ledit service pour assurer une coordination efficace. La gestion informatique des dossiers et leur suivi sont également centralisés.

Le service pourra être dirigé par l'un ou l'autre des titulaires (chimiste cantonal ou vétérinaire cantonal), respectivement par une autre personne qui garantira toute la gestion administrative.

Le groupe de travail est actuellement en train de finaliser ce concept qui servira de base pour les dispositions relatives à l'organisation du service dans le règlement d'exécution.

La fusion du Laboratoire cantonal et du Service vétérinaire n'est pas une idée isolée du Canton de Fribourg. En effet depuis des années l'administration fédérale discute de la même possibilité. Dans les Cantons d'Argovie, de Bâle-Ville, des Grisons et du Valais, la fusion est déjà réalisée et dans le Canton de Neuchâtel, elle est décidée dans son principe.

9. COMPÉTENCE DU CONSEIL D'ÉTAT SOUS L'ANGLE DE LA LOCEA

La motion Bachmann ne pose pas de problèmes d'application particuliers. Elle demande en fait l'abrogation de deux articles de la loi d'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires. Cela n'est pas tout à fait le cas pour la motion Bourgeois, qui demande des modifications légales, ainsi que des modifications organisationnelles. Ces dernières posent un problème institutionnel. En effet, le rattachement d'un service à une direction est du ressort du Conseil d'Etat. Le message N° 281 du 8 janvier 2001 accompagnant le projet de loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration, sous le titre «Recherche de l'efficacité dans l'accomplissement des tâches», dit ceci:

«3. En ce qui concerne plus particulièrement l'efficacité de l'activité administrative, le projet met principalement l'accent sur l'autonomie d'organisation du gouvernement, sur la répartition et la délégation des compétences entre les différents niveaux hiérarchiques et sur les méthodes de travail de l'administration.»

En vue de conserver la plus grande souplesse possible, le projet attribue au Conseil d'Etat une large autonomie en matière d'organisation (cf. à ce sujet le commentaire de l'art. 4 al. 1 let. b). Ainsi, il prévoit que la répartition des attributions entre les Directions sera désormais fixée dans un arrêté, et non plus dans la loi (art. 45). Compétence est en outre donnée au Conseil d'Etat de créer ou de supprimer des unités administratives (art. 68 al. 1 let. a), des commissions (art. 52 al. 1) ainsi que les structures chargées de la mise en œuvre des règles d'organisation et de gestion (art. 69). Enfin, l'édictation de règles générales d'organisation et de gestion de l'administration a été réduite au minimum, le Conseil d'Etat devant disposer là également d'une grande marge de manœuvre (art. 67).»

Dans la version définitive de la loi, la numérotation des articles a quelque peu changé, mais le sens est resté identique. Cf. notamment les dispositions ci-jointes:

Art. 46 b) Attributions

¹ Les attributions et le nom des Directions sont fixés par le Conseil d'Etat dans un arrêté de portée générale.

² La répartition des attributions tient compte:

- a) de la connexité des tâches et des impératifs de gestion;
- b) de l'équilibre matériel et politique entre les Directions;
- c) des relations avec les autres cantons et la Confédération.

Art. 71 Pouvoir d'organisation

¹ Dans les limites de la présente loi et de la législation spéciale, le Conseil d'Etat:

- a) crée ou supprime les unités administratives, à l'exception des établissements personnalisés;
- b) fixe par un arrêté de portée générale l'organisation de chacune des Directions et de la Chancellerie d'Etat;
- c) établit, sous la forme d'une annexe à cet arrêté, l'organigramme des Directions et de la Chancellerie d'Etat, en respectant les exigences de compréhensibilité, de transparence et d'informativité.

² Les Directions fixent l'organisation des unités qui leur sont subordonnées, conformément aux règles générales adoptées par le Conseil d'Etat.

³ Les unités rattachées administrativement règlent leur organisation dans la mesure où celle-ci n'est pas fixée par la législation spéciale ni par le Conseil d'Etat.

L'argument avancé lors de la consultation selon lequel le droit européen exige le rattachement à une direction définie n'est pas pertinent. En fait, le droit communautaire exige que les déclarations d'exportations soient établies par un vétérinaire officiel. Le projet tient compte de cela, c'est le vétérinaire cantonal qui est et reste compétent pour le contrôle de la production des denrées alimentaires d'origine animale.

La subordination d'un service en charge de la sécurité alimentaire à une Direction précise peut se faire de différentes manières. Toutefois, le chimiste cantonal est rattaché à la santé publique dans 22 cantons et le vétérinaire cantonal est rattaché à la santé publique dans 16 cantons. Dans les autres cantons, les services sont rattachés à l'économie, à l'intérieur ou même à l'environnement. Des discussions concernant une autre répartition du contrôle des denrées alimentaires au niveau fédéral sont également en cours. Le Conseil d'Etat examinera tous les arguments pour l'une ou l'autre solution et modifiera si nécessaire l'ordonnance du 12 mars 2002 fixant les attributions des Directions du Conseil d'Etat et de la Chancellerie (RSF 122.0.12). Il est toutefois à signaler que les tâches du chimiste cantonal et du vétérinaire cantonal resteront définies principalement par la législation fédérale et cela indépendamment de l'intégration à l'une ou l'autre Direction.

10. MODIFICATIONS LÉGALES

Le présent projet ne doit pas être uniquement considéré comme une modification de la loi d'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels du 9 mai 1995 (LDAI), mais comme un dispositif législatif plus large visant à assurer le contrôle de la sécurité alimentaire. D'où le titre nouveau de cette loi, à savoir la loi sur la sécurité alimentaire. Le Conseil d'Etat est conscient du fait que la sécurité alimentaire est avant tout la tâche de ceux qui «fabriquent, traitent, distribuent, importent ou exportent des denrées alimentaires» (cf. art 2

du projet), mais avec l'organisation des contrôles, l'Etat montre que ce but de santé publique doit être suivi attentivement. Dans ce sens, le titre de la loi doit aussi être compris comme une déclaration d'un programme d'action.

Ce projet répond ainsi à quatre objectifs, soit:

- la mise en œuvre coordonnée de la nouvelle législation fédérale en matière d'hygiène des denrées alimentaires et la restructuration du droit d'application liée à la loi sur les denrées alimentaires, suite à l'introduction du droit communautaire en la matière;
- la mise en application de la motion Bourgeois (cf. ci-dessus, pt 6 Les motions Bachmann et Bourgeois);
- la cantonalisation du contrôle de l'hygiène des viandes (cf. ci-dessus pt 6 Les motions Bachmann et Bourgeois).
- une réactualisation de la législation sur l'eau potable. La loi sur la sécurité alimentaire reprend en grande partie le contenu des dispositions qui figuraient dans la loi sur l'eau potable, à savoir la distribution et le contrôle de l'eau potable. La protection de la ressource en eau est traitée dans la loi sur les eaux, qui fixe des principes d'utilisation rationnelle et économe de l'eau potable.

La législation fédérale en matière d'hygiène des denrées alimentaires concerne principalement les nouvelles ordonnances fédérales d'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels suivants:

- l'ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAIUOs);
- l'ordonnance concernant l'abattage d'animaux et le contrôle des viandes;
- l'ordonnance sur la production primaire qui relève aussi de la loi fédérale sur l'agriculture.

En outre, le 23 novembre 2005, le Conseil fédéral a adopté une nouvelle ordonnance sur la qualité du lait, par laquelle il a notamment renoncé à exiger des cantons qu'ils mettent en place un service d'inspection et de conseil en économie laitière (SICL).

En ce qui concerne les cantons, ce dispositif de législation ne laisse, du point de vue matériel, aucune marge de manœuvre, ces derniers étant en revanche chargés de l'exécution des dites ordonnances, singulièrement de l'organisation des contrôles. Le projet, par une meilleure coordination des contrôles, vise à développer des synergies et à mieux utiliser les ressources. Il doit aussi simplifier les contrôles pour les producteurs et les entreprises alimentaires.

Concernant la motion «Bourgeois», la création d'une instance unique d'inspection et de contrôle, pivot central de ce nouveau dispositif permet aussi de renforcer cet objectif et d'assurer ainsi le principe de «l'étable à la table» ou de la «fourche à la fourchette» de manière optimale. Ce concept s'inscrit dans une entité organisationnelle, chargée d'assurer la sécurité alimentaire où chaque responsable des domaines concernés garde ses compétences propres et les met à disposition de cette structure. La question du rattachement administratif est, selon la législation cantonale exposée ci-dessus, de la compétence du Conseil d'Etat.

En matière d'eau potable, la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels

(LDAI) et deux ordonnances récemment entrées en vigueur, soit l'ordonnance du 23 novembre 2005 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAIUOs) et l'ordonnance du 23 novembre 2005 sur l'eau potable, l'eau de source et l'eau minérale (OEau), mettent l'accent sur la protection du consommateur au travers du principe d'autocontrôle ainsi que par le biais d'inspections et d'analyses effectuées par l'autorité cantonale compétente.

Le projet soumis ici concrétise ce mécanisme et le complète en y intégrant des considérations de santé publique fondées sur la loi cantonale du 16 novembre 1999 sur la santé. A cet égard, en leur qualité d'autorité sanitaire locale (cf. art. 19 de la loi sur la santé), les communes se voient notamment attribuer un rôle de garant de la bonne application de la législation fédérale, ce qui est d'ailleurs déjà le cas. Matériellement, il n'y a donc pas de modifications. Dans le travail quotidien des communes, il n'y a pas de changements par rapport au contrôle de l'eau potable dus à la présente loi. Toutefois à l'opposé des autres denrées alimentaires, le degré de la réglementation fédérale est nettement moins élevé. Des dispositions du rang d'une loi en matière d'eau potable restent nécessaires au niveau cantonal. Pour de plus amples renseignements on peut renvoyer au site internet www.eaupotable.ch.

11. COMMENTAIRES DES ARTICLES

Ad art. 1

Cet article définit le concept nouveau décrit ci-dessus en ayant comme objectif d'assurer la sécurité alimentaire de la production primaire à la commercialisation des denrées alimentaires. La notion de denrées alimentaires et objets usuels ressort des articles 2 à 5 de la loi fédérale relative.

Ad art. 2

Le but est la sécurité alimentaire. Ceux qui produisent, fabriquent, traitent, distribuent, importent ou exportent des denrées alimentaires ont de par la législation fédérale l'obligation d'avoir un système d'autocontrôle. L'Etat n'intervient que pour des contrôles étatiques (cf. aussi chapitre 3), donc les systèmes d'assurances de qualité sont en principe du ressort des particuliers. Toutefois dans le domaine de l'agriculture, de tels systèmes ont aussi des bases dans la législation sur l'agriculture. Afin de ne pas mettre en question le principe de la séparation des conseils et du contrôle, le personnel du Service ne sera pas chargé des travaux dans le cadre de l'assurance qualité dans l'agriculture.

Ad art. 3

Le Conseil d'Etat est chargé d'assurer la coordination des activités des différentes instances. Il s'agit là notamment, de la coordination entre les personnes chargées de donner des conseils et les personnes chargées de faire des contrôles. Si on veut clairement distinguer les deux activités, il est indispensable que les personnes qui donnent des conseils, notamment auprès des agriculteurs, sachent ce que les contrôleurs vont faire. A ce sujet cf. également article 5.

En ce qui concerne les tarifs, il est notamment à relever que dans le cas du contrôle de l'hygiène des viandes, ils seront fixés de manière à couvrir totalement les frais,

comme c'est d'ailleurs aujourd'hui le cas. Le transfert de la compétence en la matière des communes au canton, n'aurait donc pas d'effets financiers négatifs pour l'Etat.

A signaler en particulier aussi, la possibilité pour le Conseil d'Etat de conclure avec des tiers des conventions en vue du contrôle de certaines qualités spécifiques des produits, telles les désignations d'origine AOC (appellation d'origine contrôlée), IGP (indication géographique protégée) ou autres labels. Ces contrôles ont leur base légale principalement dans la LAgr. En effet avec cette disposition le Conseil d'Etat a un instrument en main pour mieux séparer les conseils, donc la promotion économique, et le contrôle, donc la protection de la santé de la population.

En ce qui concerne les contrôles, selon la législation sur les denrées alimentaire, il y a lieu de rappeler que le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal doivent faire les contrôles en toute indépendance. Le «codex alimentarius» définit cette indépendance comme suit: «Il faut veiller à ce que le personnel des services ne soit soumis à aucune pression commerciale, financière, hiérarchique, politique ou autre qui pourrait influencer son jugement ou ses décisions.»

Le règlement d'exécution contiendra des dispositions concernant l'organisation du Service, notamment la délimitation des compétences entre le chimiste et le vétérinaire cantonal (cf. aussi ad 7).

Le ou la président(e) sera choisi parmi les Conseillers d'Etat membres de la commission (cf. alinéa 2 lettre c)

Ad art. 4

La question du rattachement administratif est, selon la législation cantonale exposé ci-avant (cf chapitres 7 à 9), de la compétence du Conseil d'Etat.

Ad art. 5

Comme cela a été dit déjà à plusieurs reprises, la séparation des activités de conseil et de contrôle nécessite une plateforme d'échange d'informations. La Commission regroupant aussi bien des personnes chargées du contrôle que des conseils sera le lieu pour cela. A noter que cette commission coordonne les activités étatiques; elle est donc uniquement composée de représentants de l'administration.

Ad art. 6 et 7

Ces deux dispositions sont les éléments clés du nouveau projet. C'est la base légale pour la fusion du Laboratoire cantonal et du service vétérinaire et la création du guichet unique pour toutes les questions en relation avec la sécurité alimentaire.

L'attribution des tâches du chimiste cantonal et du vétérinaire cantonal dans le domaine du contrôle officiel des denrées alimentaires est fixée par la loi fédérale sur les denrées alimentaires:

Art. 40 *Contrôle des denrées alimentaires*

¹ Les cantons exécutent la présente loi dans la mesure où la Confédération n'est pas compétente et pourvoient au contrôle des denrées alimentaires à l'intérieur du pays.

² Ils instituent à cet effet un chimiste cantonal, un vétérinaire cantonal, ainsi que le nombre nécessaire d'inspecteurs et de contrôleurs des denrées alimentaires, d'inspecteurs et de contrôleurs des viandes.

³ Les cantons règlent les tâches de ces organes de contrôle dans les limites de la présente loi; ils peuvent confier des tâches spéciales de contrôle à d'autres autorités d'exécution.

⁴ Le chimiste cantonal dirige le contrôle des denrées alimentaires dans son domaine. Il coordonne l'activité des laboratoires ainsi que celle des inspecteurs et contrôleurs des denrées alimentaires qui lui sont subordonnés.

⁵ Le vétérinaire cantonal ou un vétérinaire désigné par le canton, ayant les qualifications requises, dirige le contrôle dans le domaine de la détention et de l'abattage du bétail. Il coordonne l'activité des inspecteurs et contrôleurs des viandes qui lui sont subordonnés. Les cantons peuvent en outre le charger de contrôler la transformation de la viande.

L'article 63 al. 4 ODAIOU précise:

Les établissements de découpe soumis à une autorisation en vertu de l'article 13 doivent être contrôlés par des personnes titulaires d'un diplôme de contrôleur des viandes et au bénéfice d'une formation vétérinaire au sens de l'ordonnance du 1^{er} mars 1995 sur la formation des organes chargés du contrôle de l'hygiène des viandes.

En résumé, le vétérinaire cantonal:

- contrôle les abattoirs;
- contrôle les établissements de découpe soumis à une autorisation;
- contrôle l'emploi des produits thérapeutiques;
- dirige la lutte contre les épizooties.

Le chimiste cantonal s'occupe de tous les autres éléments relatifs aux denrées alimentaires auxquels il faut ajouter ceux relatifs aux objets usuels.

Les inspections des entreprises laitières (fromageries, établissements d'affinage, industries laitières, etc.) effectuées jusqu'à la fin 2006 par le SICL relèveront à partir du 1^{er} janvier 2007 du droit alimentaire. Par conséquent, ce sont des inspecteurs des denrées alimentaires, qui effectueront les inspections de ces établissements.

Le Conseil d'Etat pourra charger le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal de tâches qui ne sont pas liées au contrôle des denrées alimentaires, dans la mesure où elles n'influencent pas négativement le travail officiel (contrôle des piscines, protection des animaux, etc.).

Ad art. 8

Cette disposition donne plus de liberté organisationnelle au Conseil d'Etat que la loi actuelle de 1995. En effet des réflexions sont en cours qui tentent de rapprocher les quatre laboratoires publics du canton, à savoir le laboratoire du chimiste cantonal, le laboratoire du service de l'environnement, et les deux laboratoires agroalimentaires (unité vétérinaire et unité station laitière). Le Service pourra donc exploiter son propre laboratoire d'analyses ou ce laboratoire pourra aussi être géré pour l'ensemble des besoins étatiques par une autre unité organisationnelle. Un comité de pilotage composé des directions DSAS, DIAF et DAEC travaille actuellement à l'élaboration de propositions à l'intention du Conseil d'Etat.

Ad art. 9

Il s'agit ici de la concrétisation de la motion Bachmann. L'abrogation des dispositions de la loi actuelle qui renvoient aux communes la tâche de l'hygiène des viandes,

transforme cette tâche en une obligation du canton (cf. *Bulletin des séances du Grand Conseil* de 2004, p. 763ss et 783s). Seule la possibilité d'engager un contrôleur officiel des champignons sauvages est encore une tâche communale. A cet effet il y a lieu de relever, que même si la législation fédérale ne rend plus obligatoire la nomination d'un contrôleur des champignons, cette fonction reste, pour des raisons de sécurité alimentaire, hautement recommandée.

Ad art. 10 à 17

En matière d'eau potable ce projet propose un réaménagement de la loi actuelle de 1979 selon les principes suivantes (cf aussi pt 10):

1. La loi s'applique à l'eau potable (au sens de l'OEau) livrée à des tiers à titre onéreux ou gratuit.
2. L'eau potable ainsi que les infrastructures, moyens et procédés pour l'eau potable doivent satisfaire aux exigences de la législation sur les denrées alimentaires (cf. art 2 et 6 OEau).
3. Tout distributeur doit respecter les exigences susmentionnées et est tenu de procéder à des analyses en vertu du principe de l'autocontrôle (cf. art. 23 LDAI et 6 al. 3 OEau). Au surplus, ils établissent des documents d'autocontrôle qu'ils mettent à la disposition des instances cantonales.
4. Les communes veillent à ce que les distributeurs respectent les obligations qui leur incombent. Dans la mesure où ces obligations ne sont pas respectées, les communes en informent le chimiste cantonal et prennent toutes les mesures nécessaires. Au surplus, elles établissent un règlement communal de distribution d'eau potable.
5. Le chimiste cantonal est l'organe suprême de contrôle (cf. art. 24 LDAI). A cet égard, il procède d'office à des analyses auprès des distributeurs. En cas d'irrégularité, il prononce les mesures prévues aux articles. 28 à 31 LDAI et facture ses prestations d'après un tarif arrêté par le conseil d'Etat.

Le règlement d'exécution peut exempter l'eau potable provenant d'une source individuelle avec un débit très faible (art. 11) du champ d'application de la loi. En ce qui concerne la procédure en relation avec l'autocontrôle (art. 14), il est notamment prévu que les dispositions d'exécution désigneront le ou les laboratoires aptes à faire des analyses. Les résultats de ces analyses seront également transmis au chimiste cantonal, afin que celui-ci puisse effectuer le contrôle requis (art. 15).

Par rapport à la législation actuelle, une précision importante est ajoutée. Selon l'article 13 al. 3 du projet, les captages d'eau potable doivent être en conformité avec les principes et instruments de planification de la loi sur les eaux, respectivement avec un plan sectoriel. Avec cette disposition, une coordination des actions et la délimitation des compétences au sein de l'Etat dans le domaine de la protection des eaux, sous la responsabilité du service de l'environnement, et la protection des consommateurs (eau potable) sont mises en évidence.

Mis à part cette précision, il n'y a pas de modification matérielle de la législation. Les règlements communaux en matière d'eau potable ne doivent donc pas être modifiés à cause de la présente modification légale.

Ad art. 18 à 20

Il s'agit ici de la reprise des dispositions actuelles en la matière, sans changement de fond et avec des simplifications rédactionnelles. La réclamation préalable est déjà prévue dans la loi fédérale et ne doit donc pas être répétée en détail dans le droit cantonal. Le délai d'opposition de cinq jours est exigé par l'article 55 LDAI; au vu de ce délai inhabituellement court, le Conseil d'Etat juge utile de le répéter dans le droit cantonal.

En ce qui concerne les sanctions pénales, elles seront en règle générale prononcées par le juge d'instruction pour les contraventions (arrêts ou amende jusqu'à 20 000 francs; art. 48 LDAI) et par un tribunal pour les délits (emprisonnements ou amendes, art. 47 LDAI).

Ad art. 22

L'élaboration du règlement d'exécution nécessite encore un certain temps. L'entrée en vigueur est donc prévue pour le 1^{er} janvier 2008. En ce qui concerne la cantonalisation de la tâche de contrôle des viandes (motion Bachmann) une entrée en vigueur avant ce délai est cependant envisageable.

12. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES ET AUTRES ASPECTS

Avec la cantonalisation du contrôle des viandes, 25 postes (2 inspecteurs et 23 contrôleurs des viandes) actuellement communaux deviennent des postes cantonaux. A noter que les places de travail des personnes qui occupent les 25 EPT se trouveront, comme aujourd'hui, dans les abattoirs des différentes régions du canton. Il n'y a pas de nouveaux locaux ni d'équipement supplémentaire à la charge de l'Etat. Les frais sont actuellement entièrement couverts par des recettes (émoluments). Cela devrait aussi être le cas avec le système futur. La coordination et la conduite de ces personnes se feront par le Service et notamment par le vétérinaire cantonal.

Pour la nouvelle organisation, le regroupement sur un même site des services actuels du Laboratoire cantonal et du Service vétérinaire est souhaitable. Une possibilité est le regroupement sur le site actuel du Laboratoire cantonal. Le bâtiment situé au Chemin du Musée 15 à Fribourg a de toute façon besoin d'un assainissement. Des premières estimations, faites dans le cadre du projet des regroupements des laboratoires du canton, s'élèvent, selon les variantes, entre 4 (transformation en bâtiment administratif) et 5,2 millions de francs (regroupement des laboratoires). Cet investissement n'est cependant pas directement lié à la présente modification légale, puisqu'il doit de toute façon être entrepris, vu l'état du bâtiment en question.

D'un autre côté le Conseil d'Etat est d'avis que la fusion des deux services aura comme conséquence des effets de synergie et cela dans des domaines qui se verront confrontés à une augmentation de la masse du travail. On peut penser par exemple aux questions liées à la protection des animaux et à l'application de la nouvelle législation fédérale sur les produits chimiques.

En conclusion le projet de loi n'a pas d'incidence financière sur les frais d'exploitation et les frais d'investissement dans l'infrastructure sont de toute façon nécessaires.

Le projet est conforme à la Constitution. Il clarifie la répartition des tâches Etat–communes et il est conforme au droit européen.

13. CONCLUSION

Nous vous invitons dès lors à adopter le présent projet de loi sur la sécurité alimentaire.

TABLE DES ABRÉVIATIONS

| | |
|---------|---|
| ACCS | Association des chimistes cantonaux de Suisse |
| AOC | Appellation d'origine contrôlée |
| AOP | Appellation d'origine protégée |
| BGC | Bulletin officiel des séances du Grand Conseil |
| DAEC | Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions |
| DIAF | Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts |
| DSAS | Direction de la santé et des affaires sociales |
| EPT | Equivalent plein-temps |
| IGP | Indications géographiques protégées |
| LAAF | Laboratoire agroalimentaire fribourgeois |
| LAgr | Loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture |
| LDAI | Loi fédérale du 2 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels |
| OAgrD | Ordonnance du 26 novembre 2003 relative à la déclaration de produits agricoles issus de modes de production interdits en Suisse |
| ODAIOUs | Ordonnance fédérale du 23 novembre 2005 sur les denrées alimentaires et les objets usuels |
| OEau | Ordonnance du 23 novembre 2005 sur l'eau potable, l'eau de source et l'eau minérale |
| OQL | Ordonnance du 7 décembre 1998 concernant l'assurance et le contrôle de la qualité dans l'économie laitière |
| Sanima | Etablissement d'assurance des animaux de rente |
| SICL | Service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière |
| SVet | Service vétérinaire |

BOTSCHAFT Nr. 274 22. August 2006
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Entwurf des Gesetzes
über die Lebensmittelsicherheit

Wir unterbreiten Ihnen hiermit eine Botschaft zum Entwurf des Gesetzes über die Lebensmittelsicherheit.

1. EINFÜHRUNG

In seinem Regierungsprogramm und Finanzplan der Legislaturperiode 2002–2006 sah der Staatsrat unter dem Titel «Sichere Lebensmittel» eine Neubestimmung der Rolle des Kantonalen Laboratoriums als Dienststelle für Lebensmittelsicherheit vor. Mit dem Zweck einer optimalen Ausgestaltung des Verbraucherschutzes hatte der Bund die Abstimmung seiner Lebensmittelgesetzgebung auf diejenige der Europäischen Union angekündigt. Aufgrund dieser Fakten hielt der Staatsrat im Jahr 2002 Auswirkungen auf die kantonale Gesetzgebung für wahrscheinlich.

Mit einer Motion, die am 16. Juni 2004 erheblich erklärt wurde (*TGR*, S. 783ff.), schlug Grossrat Albert Bachmann vor, die Aufgabe der Fleischkontrolle mittels einer Änderung von Artikel 6 des Ausführungsgesetzes zum Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände zu kantonalisieren.

Grossrat Jacques Bourgeois verlangte mit einer Motion, die ebenfalls am 16. Juni 2004 erheblich erklärt wurde, die Änderung der kantonalen Gesetzgebung, namentlich des Ausführungsgesetzes vom 9. Mai 1995 zum Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände. Sein Ziel bestand hauptsächlich in der Errichtung einer einzigen Instanz für die Lebensmittelkontrolle «von der Heu- bis zur Essgabel» (s. 6. Kapitel)

2. VORARBEITEN

Um dem Regierungsprogramm und den Motionen Folge zu leisten, setzte der Staatsrat einen Steuerungsausschuss ein unter dem Vorsitz von Staatsrätin Ruth Lüthi, Direktorin für Gesundheit und Soziales, und mit Staatsrat Pascal Corminbœuf, Direktor der Institutionen, der Land- und Forstwirtschaft, als Vizepräsident. Ferner setzte er einen Projektausschuss ein unter der Leitung von Stephanie Mörikofer, Doktorin der Biochemie und Aargauer Alt-Regierungsrätin vom Departement für Gesundheit und Finanzen. Im Verlauf mehrerer Audits hörten die Mitglieder dieser Ausschüsse die Vertreter der interessierten Kreise an.

Die Ergebnisse lassen sich wie folgt zusammenfassen:

Hauptsächliche Erwartungen der Freiburger Lebensmittelbetriebe (Anhörung vom 7. Januar 2005):

- Wunsch nach einem einzigen Ansprechpartner (pro Betrieb) auf Kantonsebene, insbesondere für die Exportbescheinigungen;
- ein einziger Ansprechpartner soll nicht eine einzige Mammutinstanz heissen;
- Vereinheitlichung der Kontrollen;
- Täuschungen: systematische Kontrollen durch den Kanton;
- Integration des MIBD in das Kantonale Laboratorium oder das Veterinäramt;
- Auseinanderhalten von Beratung und Kontrollen.

Empfehlungen und Meinungen der Sachverständigen (Anhörung vom 13. Januar 2005):

- keine Trennung der Bekämpfung von Täuschungen (nach LMG) von den Kontrolltätigkeiten des Kantonalen Laboratoriums;

- Trennung zwischen Kontroll- und Beratungstätigkeiten;
- ein einziger Kontrolldienst pro Betrieb;
- Integration des MIBD in das Kantonale Laboratorium;
- ein einziger Ansprechpartner für Produzenten und Konsumenten (eine einzige Anlaufstelle);
- die Zusammenlegung der Ämter des Kantonschemikers und des Kantonstierarztes in ein und derselben Struktur ist nicht unbedingt nötig. Wichtig ist eine sehr gute Koordination.

Empfehlungen und Meinungen der Vertreter des Bundes (Anhörung vom 21. Januar 2005):

- Die Kontrollen können unabhängig von der Behörde erfolgen, die anschliessend die Ergebnisse beurteilen und entsprechend reagieren muss;
- die Kontrollen müssen unabhängig von den Beratungen sein;
- die verschiedenen von den Kontrollen betroffenen Fachpersonen müssen ihren Besuch koordinieren;
- der Staat sollte sich nicht mit privaten Kontrollen befassen (Bio usw.);
- auf europäischer Ebene besteht die Tendenz, die für das Gesundheitswesen zuständigen Ämter mit den Lebensmittelkontrollen zu betrauen.

Empfehlungen und Meinung der Präsidentin der Stiftung für Konsumentenschutz (Anhörung vom 26. Januar 2005)

- Auf dem Lebensmittelgebiet vorrangig ist der Schutz der Gesundheit. Demzufolge muss die Dienststelle, die sich mit diesem Gebiet befasst, dem Gesundheitsdepartement zugewiesen werden;
- Trennung zwischen Kontrolle und Beratung;
- AOC-Fragen sollten mit der Beratung verbunden sein. Im Fall von Täuschungen ist ein Repressionsinstrument notwendig.

Hauptsächliche Erwartungen des Motionärs J. Bourgeois (Anhörung vom 17. Februar 2005):

- Zusammenfassung aller Lebensmittelsicherheitsfragen, die in verschiedenen Bundesgesetzen geregelt werden, in einer einzigen Instanz;
- eine einzige Instanz (ILFD) für die Kontrolle der Lebensmittel «von der Heu- bis zur Essgabel»;
- Vereinfachung in der Ausführung der Kontrollen, vermehrte Effizienz, Kostenreduktion, Vermeidung von Doppelspurigkeiten;
- Kompetenzunterscheidung zwischen Beratung, welche die Qualitätssicherung der Produkte im Gefolge hat, und Kontrollen, die mit der Verfolgung von Verstössen verbunden sind;
- Vereinbarkeit mit europäischem Recht;
- Zusammenlegung der Verfolgung von Verstössen nach Art. 182 LwG und der Täuschungsbekämpfung nach LMG;
- Integration des MIBD;
- Integration der AOC-Kontrollen in die gleiche Instanz.

Im Ausgang dieser Audits erhielt der Projektausschuss den Auftrag, einen Bericht zuhanden des Steuerungsaus-

schusses zu erstellen. Dieser Bericht wurde dem Steuerungsausschuss am 27. Juni 2005 übergeben. Der Projektausschuss schlägt darin für die künftige Organisation der Lebensmittelkontrollen zwei Varianten vor, ein Koordinationsmodell und ein Integrationsmodell. Der Steuerungsausschuss sprach sich im September 2005 für das «Integrationsmodell» aus, das der Motion besser Rechnung trage. Dieses Modell zeichnet sich durch die Schaffung eines organisatorischen Gebildes in der Kantonsverwaltung aus, das für die Lebensmittelsicherheit zuständig ist. Dieses Gebilde fasst die heutigen Aufgaben des Kantonalen Laboratoriums und des Veterinäramts zusammen.

Parallel dazu wurde das Projekt für die Zusammenfassung der drei Laboratorien der Kantonsverwaltung, die zu drei verschiedenen Direktionen gehören (ILFD, GSD und RUBD), reaktiviert. Sowohl das Veterinäramt als auch das Kantonale Laboratorium sind Auftraggeber verschiedener Laboratorien. Der Kantonschemiker leitet zudem sein eigenes Laboratorium. Es ist somit nötig, die Arbeiten für die Zusammenführung der Laboratorien mit denjenigen für die Fusion der Ämter des Kantonschemikers und des Kantonstierarztes zu koordinieren.

Am 12. Dezember 2005 nahm der Staatsrat die Berichte zur Kenntnis. Auch er sprach sich für das «Integrationsmodell» aus sowie für eine Koordination mit den Arbeiten, die zu einer Zusammenfassung der Laboratorien führen würden.

Der Steuerungsausschuss erarbeitete anschliessend einen Gesetzesvorentwurf über die Lebensmittelsicherheit; dieser befand sich von Anfang Mai bis Ende Juni 2006 in der Vernehmlassung.

3. VERNEHMLASSUNGSERGEBNISSE

«Wir unterstützen die Ziele dieses Vorentwurfs», äusserte sich der Freiburgerische Gemeindeverband einleitend in seiner Stellungnahme. Solche Formulierungen finden sich in praktisch allen Stellungnahmen. Man kann somit sagen, dass der Vorentwurf allgemein gut aufgenommen wurde. Sicher gab es auch Kritiken in Bezug auf Formulierungen, die als zu «verschwommen» beurteilt wurden. Diese Kritiken bezogen sich namentlich auf die Art und Weise, wie der Vorentwurf die Fragen der Zuordnung der Ämter des Kantonschemikers und des Kantonstierarztes zu einer oder mehreren Direktionen behandelte, die Ungewissheit in Bezug auf die Fusion der beiden Ämter, die Kompetenzabgrenzung zwischen Kantonschemiker und Kantonstierarzt sowie den Nutzen einer Kommission für Lebensmittelsicherheit.

Auch der Titel wurde in Frage gestellt, da die kantonale Gesetzgebung nur dem Vollzug der Bundesbestimmungen diene und die «Lebensmittelsicherheit» nicht mit einfachen Organisationsvorschriften erzielt werden könne.

Hier nun ein Überblick über einige Erwägungen verwaltungsexterner Partner:

3.1 Lebensmittelindustrie

Die Lebensmittelindustriebetriebe des Kantons: Cremo SA, Estavayer Lait SA, Marmy viandes SA, Micarna SA, Mifroma SA, Nestlé Suisse SA, Société Coopérative Migros Neuchâtel/Fribourg, nahmen gemeinsam Stellung. Eine der Schlüsselpassagen lautet wie folgt:

«Für die Lebensmittelindustriebetriebe des Kantons Freiburg ist es äusserst wichtig, dass die Ämter des Kantonschemikers und des Kantonstierarztes, die namentlich für

die Kontrolle der Lebensmittelsicherheit verantwortlich sind, innerhalb einer einzigen Direktion zusammengefasst werden, damit eine optimale Koordination der Tätigkeiten gewährleistet ist. Ausserdem werden die Industriebetriebe dank der Zusammenlegung innerhalb einer einzigen Direktion einen einzigen Ansprechpartner und eine einzige Kontaktbehörde haben. Demzufolge ersuchen wir darum, dass im Gesetz die Zuweisung dieser Ämter an eine einzige Direktion präzisiert wird, dies in Berücksichtigung der Tatsache, dass die Rohstoffe für die Lebensmittelherstellung nicht alle landwirtschaftlichen Ursprünge sind.»

Ausserdem schlagen sie eine einzige Verwaltungseinheit vor, welche die Ämter des Kantonschemikers und des Kantonstierarztes umfasst, die Aufnahme des Grundsatzes der Selbstkontrolle in den Gesetzestext, und sie wünschen bei der Einführung der Ausführungsverordnungen angehört zu werden.

3.2 Politische Parteien

Die politischen Parteien, die auf die Vernehmlassung geantwortet haben, begrüssen die Ziele des Vorentwurfs. Im Einzelnen wünscht die Freisinnig-Demokratische Partei die Zuweisung der Lebensmittelkontrolle an die Direktion der Institutionen, der Land- und Forstwirtschaft, die Christlichdemokratische Partei schliesst sich der Stellungnahme des Freiburger Bauernverbands an und die Schweizerische Volkspartei macht einige Vorschläge redaktioneller Art.

3.3 Verbände

Wie schon erwähnt, unterstützt der Freiburger Gemeindeverband die Ziele des Vorentwurfs. Ganz besonders begrüsst er die Kantonalisierung der Fleischinspektion. Ausserdem insistiert er auf der Potestativform der Pilzkontrolle und ersucht um Präzisierungen, was die Verpflichtungen der Gemeinden in Trinkwasserbelangen angeht.

Der Freiburger Bauernverband ist einverstanden mit der Trennung zwischen Kontroll- und Beratungstätigkeiten. Er wünscht jedoch eine Koordination zwischen den beiden Tätigkeiten. Anschliessend ersucht er um die Zuweisung der Kontrolle an die für die Landwirtschaft zuständige Direktion und dass die Kommission für Lebensmittelsicherheit auch verwaltungsexternen Kreisen offen stehen solle.

Uniterre sorgt sich hauptsächlich wegen des Problems der Rückverfolgbarkeit eingeführter Erzeugnisse und wünscht ebenfalls, dass die Produzenten in der Kommission vertreten seien.

Der Westschweizer Verband für Konsumentenschutz begrüsst es, einen einzigen Ansprechpartner in Sachen Verbraucherschutz zu haben. Er wünscht, dass die Verantwortlichkeiten der eingesetzten Organe nicht verwässert, sondern klar und fest verankert werden. Aus diesem Grund müsse der Gesetzestext auf affirmativere Art und Weise formuliert werden.

4. LEBENSMITTELKONTROLLE

Die Lebensmittelkontrolle fällt unter das Bundesgesetz vom 9. Oktober 1992 über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG; SR 817.0). Dieses Gesetz bezweckt:

- die Konsumenten vor Lebensmitteln und Gebrauchsgegenständen zu schützen, die die Gesundheit gefährden können;
- den hygienischen Umgang mit Lebensmitteln sicherzustellen;
- die Konsumenten im Zusammenhang mit Lebensmitteln vor Täuschungen zu schützen.

Es gilt für alle Lebensmittel.

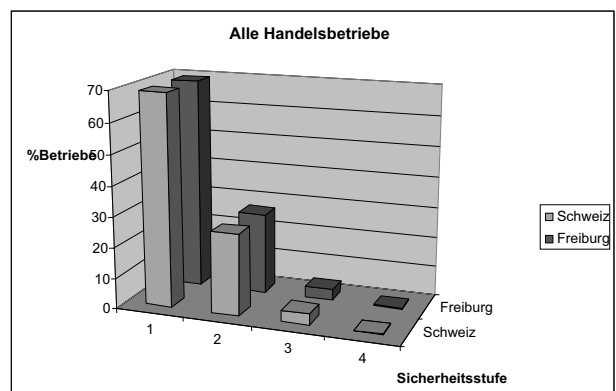
4.1 Selbstkontrolle und amtliche Kontrolle

Die Lebensmittelsicherheit beruht auf zwei Säulen: der Selbstkontrolle und der amtlichen Kontrolle.

- Zur Selbstkontrolle sind bundesgesetzlich alle verpflichtet, die Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände herstellen, behandeln, verkaufen, einführen usw. Diese Selbstkontrolle geht zu Lasten der Gewerbetreibenden (nicht aber des Staates). Sie machen den grössten Teil der Kosten für die Lebensmittelsicherheit aus.
- Die amtliche oder staatliche Kontrolle tritt nur subsidiär auf den Plan. Mit ihr soll namentlich überprüft werden, ob die Selbstkontrolle korrekt angewendet wird. Bei der Fleischkontrolle reicht die staatliche Kontrolltätigkeit deutlich weiter. Nach Artikel 26 LMG muss das Fleisch aller Tiere nach der Schlachtung einer staatlichen Untersuchung unterzogen werden.

4.2 Bedarfsanalyse

Die Lebensmittelsicherheit im Kanton Freiburg ist derjenigen in der Schweiz insgesamt vergleichbar. Die Graphik zeigt auf, dass sich im Jahr 2005 95% der kontrollierten Betriebe in den Sicherheitskategorien 1 und 2 befanden (Sicherheit gewährleistet oder nur kleine Mängel), nur 5% fielen in die Kategorie 3 (Sicherheit gefährdet) und einige wenige Fälle in die Kategorie 4 (Sicherheit nicht gewährleistet).



Die Statistik gilt für die rund 3000 vom Kantonalen Laboratorium kontrollierten Handelsbetriebe. Die Ergebnisse für die fünfzig vom kantonalen Veterinäramt kontrollierten Schlachthanlagen und Fleischverarbeitungsbetriebe unterliegen derzeit noch nicht derselben Systematik.

Diese Systematik wurde anfänglich für alle kleingewerblichen Handelsbetriebe entwickelt, sie ist aber grundsätzlich auf alle Handelsbetriebe anwendbar.

Das technische Inspektionsverfahren muss für Lebensmittelindustriebetriebe im Sinne der Audits und Verfahren verbessert werden, die von den neuen, am 1. Januar 2006 in Kraft getretenen Vollzugsverordnungen zum LMG vorgeschrieben werden. Die entsprechende Ausbildung der Inspektorinnen und Inspektoren ist im Gang. Mehrere Inspektionen der Industrie nach dem neuen Schema haben schon stattgefunden.

4.3 Grundsätze

Die Lebensmittelkontrolle in der Schweiz beruht auf den folgenden Grundsätzen:

4.3.1 Wirksamkeit

Die Tätigkeiten, Aktionen, Kampagnen müssen auf konkret messbare Wirkungen hinzielen. Dieser Grundsatz bedingt, dass auf kantonaler, regionaler und nationaler Ebene Kampagnen für Analysen/Probenerhebungen und Inspektionen sowie Jahresziele aufgestellt werden.

4.3.2 Transparenz

Dieser Grundsatz bedingt:

- a) intern: eine einfache und klare hierarchische Struktur;
- b) nach aussen: die Betriebe müssen genau wissen, wer ihr Ansprechpartner bei der Instanz für die amtliche Lebensmittelkontrolle ist.

4.3.3 Subsidiarität der amtlichen Kontrolle

Dieser Grundsatz beruht darauf, dass die Hauptverantwortung für die Erzeugnisse bei den Gewerbetreibenden liegt, gemäss dem System der Selbstkontrolle, mit einer subsidiären staatlichen Kontrolle.

4.3.4 Kontrollen nach Stichproben

Die amtlichen Kontrollen (Inspektionen, Probenahmen, Analysen) erfolgen nach Stichproben. Der Artikel 24 des Lebensmittelgesetzes präzisiert:

Art. 24 *Inspektion und Probenerhebung*

¹ Die Kontrollorgane überprüfen Lebensmittel, Zusatzstoffe, Gebrauchsgegenstände, Räume, Einrichtungen, Fahrzeuge, Herstellungsverfahren, Tiere, Pflanzen, Mineralstoffe und landwirtschaftlich genutzte Böden sowie die hygienischen Verhältnisse; die Kontrolle erfolgt in der Regel stichprobenweise.

Eine sehr wichtige Ausnahme betrifft die Inspektion der Tiere nach dem Schlachten. Nach Artikel 26 LMG müssen die Inspektoren oder Kontrolleure nach dem Schlachten das Fleisch aller Tiere der Pferde-, Rinder-, Schaf-, Ziegen- und Schweinegattung untersuchen. Diese Bestimmung ist der Hauptgrund dafür, dass die mit dieser Kontrolle betrauten Personen 25 Vollzeitstellen ausmachen.

Mit der Subsidiarität der amtlichen Kontrolle und der stichprobenweise erfolgenden Kontrolle kann der Zweck der Lebensmittelsicherheit mit einem vernünftigen Finanzaufwand der öffentlichen Hand erreicht werden.

4.3.5 Risikobasierte Kontrollen

Die Kontrollen erfolgen regelmässig und in angemessenen Abständen. Es handelt sich um risikobasierte Kon-

trollen. Der Artikel 56 der Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständeverordnung (LGV; SR 817.02) präzisiert:

Art. 56 *Regelmässige und risikobasierte Kontrollen*

¹ Amtliche Kontrollen werden von den zuständigen Behörden vorgenommen. Sie dienen der Überprüfung, ob das Lebensmittelrecht sowie die Bestimmungen über die Tiergesundheit und den Tierschutz eingehalten werden.

² Die Kontrollen sind regelmässig und mit angemessener Häufigkeit durchzuführen. Sie erfolgen in der Regel ohne Vorankündigung.

³ Sie werden auf Risikobasis durchgeführt; dabei sind zu berücksichtigenden:

- a. die festgestellten Risiken, die mit Lebensmitteln, Lebensmittelbetrieben, der Verwendung von Lebensmitteln oder den Prozessen, Materialien, Substanzen, Tätigkeiten oder Vorgängen, die Auswirkungen auf die Lebensmittelsicherheit haben können, verbunden sind;
- b. das bisherige Verhalten der verantwortlichen Personen hinsichtlich der Einhaltung des Lebensmittelrechts;
- c. die Verlässlichkeit der bereits durchgeführten Selbstkontrollen;
- d. die Grösse des Betriebs;
- e. die Informationen, die auf einen Verstoss gegen das Lebensmittelrecht hinweisen könnten;
- f. allfällige Garantien, welche die zuständige Behörde des Ursprungslandes gegeben hat;
- g. das Täuschungspotenzial der Anpreisungen.

Seit dem Jahr 2000 haben schon alle kantonalen Laboratorien der Schweiz die Lebensmittelsicherheit der Betriebe aufgrund eines Konzepts evaluiert, das vom Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS) erstellt worden ist. Die Ergebnisse werden in den Jahresberichten veröffentlicht. Aufgrund dieses Konzepts hat der VKCS im Jahr 2006 ein weiteres Konzept erarbeitet, mit dem es möglich ist, die Risikoträchtigkeit jedes Betriebs zu beurteilen und sie in eine der drei folgenden Kategorien einzureihen: «ohne Risiko», «mittleres Risiko» oder «erhöhtes Risiko».

Die Kontrollhäufigkeit hängt von der Risikoträchtigkeit des Betriebs ab. Die Betriebe mit «mittlerem Risiko» werden alle zwei Jahre einmal kontrolliert, diejenigen «ohne Risiko» seltener und diejenigen mit «erhöhtem Risiko» häufiger oder sehr oft.

4.3.6 Unabhängigkeit der Kontrollorgane

Ein besonderes Augenmerk gilt der Selbständigkeit der Kontrollorgane, gemäss den Bestimmungen von Artikel 63 LGV:

Art. 63 *Anforderungen an die mit der amtlichen Kontrolle betrauten Personen*

¹ Die mit der amtlichen Kontrolle betrauten Behörden stellen die Unparteilichkeit, Qualität und Kohärenz der Kontrollen auf allen Stufen sicher.

² Die mit der amtlichen Kontrolle betrauten Personen müssen:

- a. über eine für den jeweiligen Tätigkeitsbereich angemessene Ausbildung verfügen;
- b. sich regelmässig weiterbilden und bei Bedarf eine Nachschulung absolvieren.

³ Sie müssen von den Betrieben, die sie inspizieren, unabhängig sein. Für sie gelten die Ausstandsgründe nach Artikel 10 Absatz 1 des Bundesgesetzes vom 20. Dezember 1968 über das Verwaltungsverfahren.

4.4 Kompetenzen

Für eine optimale Wirksamkeit müssen die Berufsqualifikationen des Kantonschemikers, des Kantonstierarztes und ihrer Inspektorinnen und Inspektoren bestmöglich genutzt werden.

Für die Ausübung der Funktion als Kantonschemiker bedarf es des eidgenössischen Lebensmittelchemikerdiploms (Art. 2 der Verordnung über den Vollzug der Lebensmittelgesetzgebung SR 817.025.21):

Art. 2

Wer eine der folgenden Tätigkeiten ausüben will, muss über die entsprechende abgeschlossene Ausbildung verfügen:

- a. Kantonschemikerinnen und -chemiker;
- b. kantonale Lebensmittelinspektorinnen und kantonale Lebensmittelinspektoren;
- c. amtliche Lebensmittelkontrolleurinnen und amtliche Lebensmittelkontrolleure.

Die Anforderungen zum eidgenössischen Lebensmittelchemikerdiplom sind Gegenstand der Artikel 3–25 der Verordnung.

Die Funktion als Lebensmittelinspektor erfordert das eidgenössische Diplom für Lebensmittelinspektorinnen und -inspektoren. Das Diplom setzt eine FH-Ausbildung voraus (Ausrichtung Chemie, Lebensmitteltechnologie oder Landwirtschaft), eine einjährige praktische Ausbildung, eine Diplomarbeit und eine Abschlussprüfung.

Das Bundesamt für Veterinärwesen hat im ersten Halbjahr 2006 eine neue Verordnung über die Aus-, Weiter- und Fortbildung der Personen im öffentlichen Veterinärwesen in die Vernehmlassung gegeben. Diese Verordnung ersetzt die Verordnung über die Ausbildung der Kontrollorgane für die Fleischhygiene (SR 817.191.54). Der Zweck besteht darin, eine Professionalisierung des öffentlichen Veterinärwesens und insbesondere der Personen zu erreichen, die für die Fleischhygiene in der ganzen Schweiz verantwortlich sind. Mit den vorgesehenen Änderungen werden die beruflichen Anforderungen an Personen, die im Bereich der Lebensmittelkontrolle tätig sind, harmonisiert.

Nach Artikel 62 LGV müssen die Laboratorien und Inspektionsdienste nach der europäischen Norm EN ISO/CEI 17025 beziehungsweise 17020 akkreditiert sein. Dies trifft für das Kantonale Laboratorium und das Lebensmittelinspektorat seit 10 Jahren zu.

5. HEUTIGE SITUATION

Das kantonale Ausführungsgesetz vom 9. Mai 1995 zum Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände bestimmt die kantonalen Organe für die Kontrolle des Vollzugs dieses Gesetzes und regelt ihre Aufgaben. Diese kantonalen Organe sind:

- der Kantonschemiker (KCh) mit dem Kantonalen Laboratorium und den kantonalen Inspektoren;
- der Kantonstierarzt (KVet), die Fleischinspektoren und die Fleischkontrolleure.

Neben den Aufgaben in Verbindung mit der Kontrolle der Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände sind der Kantonschemiker und der Kantonstierarzt mit dem Vollzug weiterer Gesetzesbestimmungen betraut.

Der milchwirtschaftliche Inspektions- und Beratungsdienst (MIBD) seinerseits ist betraut mit der Inspektion der Qualitätssicherung in der Milchwirtschaft, der Beratung auf den Gebieten der Milchproduktion sowie der kleingewerblichen und bäuerlichen Milchverarbeitung und ist für die Kantone Freiburg und Neuenburg tätig. Diese Aufgaben leiten sich aus der Milchqualitätsverordnung (MQV; SR 916.351.0) ab. Diese bundesgesetzliche Grundlage hat sich jedoch grundlegend geändert. Nach der neuen MQV fällt die Organisation der Inspektions-tätigkeit in die Verantwortung der Kantone.

5.1 Kantonschemiker – Kantonales Laboratorium

Das Kantonale Laboratorium ist administrativ der GSD zugewiesen. Es wird vom Kantonschemiker geleitet.

- Personalbestand: 19 Einheiten.
- Struktur: 3 Sektoren:
 - ein Laborsektor für physikalische, chemische und mikrobiologische Kontrollen;
 - ein Inspektoratssektor, dem die kantonalen Lebensmittelinspektoren (5) und der kantonale Wasserinspektor (1/2) angehören;
 - ein Verwaltungssektor.

Kontrolle der Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände

90% der Tätigkeit des Kantonalen Laboratoriums gelten der Kontrolle (Inspektionen, Probenahmen, Laboranalysen, Dokumentenprüfung, Ausstellung von Zertifikaten) von Lebensmitteln, zu denen namentlich das Trinkwasser, Milch und Milchprodukte, Fleisch und Fleischprodukte gehören. Zu dieser Tätigkeit kommt die Kontrolle von Gebrauchsgegenständen (Apparate, Maschinen, Räumlichkeiten, Kosmetika, Spielzeug, Geschirr, Gerätschaften, Kleidungsstücke usw.). Das Amt wird auch regelmässig um Auskünfte angegangen (Konsumenten, Betriebe, Gemeinden, Medien).

Weitere Tätigkeiten

Das Kantonale Laboratorium ist auch mit folgenden Aufgaben betraut:

- Kontrolle der Qualität des Badewassers (Schwimm- und Strandbäder);
- Überwachung des Handels mit Giftstoffen;
- Kontrolle des Vollzugs der Verordnung über die Deklaration für landwirtschaftliche Erzeugnisse (LDV);
- Kontrolle des Vollzugs der Verordnung über die biologische Landwirtschaft;
- Kontrolle des Vollzugs der Verordnung über die Kontrolle der geschützten Ursprungsbezeichnungen (AOP) und geographischen Angaben (IGP);
- Kontrolle der Selbsteinkellerer, seit 2004.
- Anzahl Betriebe/Handelsbetriebe unter der Kontrolle des Kantonalen Laboratoriums: 3000.
- Anzahl Inspektionen pro Jahr: 1200 bis 1500.
- Anzahl untersuchte Proben pro Jahr: rund 4500.
- Akkreditierung: Die Analyse- und Inspektionstätigkeiten sind nach den Normen EN ISO/CEI 17020 und EN ISO/CEI 17025 akkreditiert.

5.2 Veterinäramt

Das Veterinäramt ist administrativ der ILFD zugewiesen. Es wird vom Kantonstierarzt geleitet.

- Personalbestand: 6.5 Einheiten.
- Das Amt arbeitet eng zusammen mit 21 Kreistierärzten, 2 Amtstierärzten, 2 Fleischinspektoren und 23 Fleischkontrolleuren (diese 25 Gemeindepersonalstellen werden gemäss der Motion Bachmann vom Staat übernommen). Die Zahl der Inspektoren für die Kontrolle der Bienenstöcke beläuft sich derzeit auf 20. Diese unterstehen der direkten Verantwortung des Bienenkommissärs.
- Struktur:
 - Tiergesundheit und Bekämpfung von Tierseuchen;
 - Tierschutz;
 - Fleischhygiene;
 - Einfuhr/Ausfuhr; Tierarzneimittel.

Tätigkeiten auf dem Gebiet der Lebensmittelkontrolle (LMG):

- Fleischhygiene (Produktionsbedingungen, Schlachtung, Schlachtanlagen, bis hin zur Verkaufsfront, die aber nicht inbegriffen ist);
- Kontrolle über die Einhaltung der Bestimmungen über die Tierarzneimittel.

Weitere Tätigkeiten:

- Tiergesundheit (Bekämpfung von Tierseuchen und Zoonosen);
- Tierschutz (Tierversuche, Bewilligung zur beruflichen Tierhaltung, Klagen);
- Einfuhr/Ausfuhr (z.B. Geflügel zum Mästen);
- Entsorgung tierischer Nebenprodukte.
- Anzahl Betriebe unter der Kontrolle des Kantonstierarztes: 36 kleine Schlachthanlagen; 4 grosse Schlachthanlagen; 7 Verarbeitungsräumlichkeiten.
- Anzahl Inspektionen pro Jahr: im Jahr 2004 kontrollierten 2 Amtstierärzte eingehend 197 Betriebe mit Tierhaltung (blaue Kontrollen). In kleinen Schlachthanlagen und Verarbeitungsräumlichkeiten ist durchschnittlich ein Besuch pro Jahr zu veranschlagen. In grossen Schlachthanlagen fallen in Anbetracht der Zulassungsgesuche für den Export umfangreichere Aufgaben und Kontrollbesuche an.
- Anzahl untersuchter Proben pro Jahr: das VetA verfügt über kein Laboratorium. Mit den Analysen werden entweder das Sanima-Labor oder externe Labore beauftragt. Für die Kontrolle der Rückstände im Fleisch erfolgten in den Schlachthanlagen 208 Analysen an Schweinen und 578 an Rindern. Im Zusammenhang mit BSE (Rinderwahnsinn) erfolgten 782 Analysen an gesunden Tieren und 790 an notgeschlachteten Tieren, davon 178 im Sanima-Labor (FALL, Veterinäreinheit). In den Legehühnerbetrieben erfolgten 185 Untersuchungen auf Salmonella Enteritidis.
- Akkreditierung: das VetA plant demnächst seine Zertifizierung: die Akkreditierung der Kontrollen wird folgen.

5.3 Milchwirtschaftlicher Inspektions- und Beratungsdienst (MIBD)

Der MIBD ist administrativ der ILFD zugewiesen. Der Tätigkeitsumkreis des MIBD FR/NE deckt alle Gebiete der Kantone Freiburg und Neuenburg ab.

- Personalbestand: der Teil «Inspektion» des MIBD (FR/NE) umfasst (3.33 Vollzeiteinheiten):
 - 1 Inspektionschef, Tierarzt; zu 70% seiner Arbeitszeit leitet er die Inspektionen für die Milchqualitätssicherung und führt sie aus. In den restlichen 30% führt er die blauen Kontrollen auf Anordnung der Kantonstierärzte von Freiburg und Neuenburg durch;
 - 2 Inspektoren mit Diplom in der Milchindustrie, vollzeitlich;
 - 1 Verwaltungsmitarbeiter mit halbem Pensum für die Verwaltung der Datenbanken, Statistikarbeiten und andere Verwaltungsaufgaben.
- Tätigkeiten aufgrund der MQV:
 - Inspektion der Qualitätssicherung in der Milchwirtschaft (Betriebe für Milchproduktion, für die kleingewerbliche und industrielle Milchverwertung sowie für die Reifung und Vorverpackung von Käse);
 - Beratung auf den Gebieten Milchproduktion sowie kleingewerbliche und bäuerliche Milchverarbeitung;
 - in Delegation an das Freiburgerische Agro-Lebensmittellabor Analysen für die Qualitätskontrolle der Verkehrsmilch und Analysen zwecks Qualitätssicherung in den Betrieben des Milchsektors;
 - Homologisierung der Ausrüstungen für die automatische Entnahme von Milchproben, für die gesamte Westschweiz.
- Weitere Tätigkeiten:
 - Überprüfung der Einhaltung des Pflichtenhefts für Milchprodukte AOC (Greyerzer, Emmentaler und Freiburger Vacherin) im Auftrag der IHO (Privatmandat);
 - Durchführung der blauen Kontrollen in Milchproduktionsbetrieben im Auftrag der Veterinärämter FR und NE.
- Anzahl Betriebe unter der Kontrolle des MIBD (FR/NE): 3048 (einschl. Kanton Neuenburg).
- Anzahl Inspektionen pro Jahr: 1885.
- Anzahl untersuchter Proben pro Jahr: 98 000. Die Proben werden dem Freiburgerischen Agro-Lebensmittellabor anvertraut (FALL, Einheit Milchwirtschaftliche Stationen).
- Akkreditierung: Die MIBD-Inspektion muss von der Schweiz im Rahmen eines internationalen Abkommens akkreditiert und zugelassen werden. Im Übrigen sind die im Rahmen der Milchqualitätssicherung durchgeführten Kontrollen, die mit dem Gesundheitszustand der Tiere zu tun haben, von den Amtstierärzten sicherzustellen.
- Die Struktur des MIBD, das seine gesetzliche Grundlage in der MQV hat, wird eine vollständige Neuorganisation erfahren.

Nach dem Entwurf der neuen MQV wird die Organisation der Inspektionstätigkeit in die Verantwortung der Kantone fallen.

6. MOTIONEN BACHMANN UND BOURGEOIS

Mit einer Motion, die am 16. Juni 2004 erheblich erklärt wurde (TGR S. 783ff.), schlug Grossrat Bachmann vor, über eine Änderung von Artikel 6 des Ausführungsgesetzes zum Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände die Aufgabe der Fleischkontrolle zu kantonalisieren.

Mit einer Motion, die ebenfalls am 16. Juni 2004 erheblich erklärt wurde, ersuchte Grossrat Bourgeois um die Änderung der kantonalen Gesetzgebung, namentlich des Ausführungsgesetzes vom 9. Mai 1995 zum Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände. Die Motion strebt die folgenden Ziele an, die bei der Anhörung vom 17. Februar 2005 eingehend erläutert wurden:

- eine einzige Instanz (ILFD) für die Lebensmittelkontrolle von der Primärproduktion bis zum Verbraucher: «Von der Heu- bis zur Essgabel»;
- Vereinfachung in der Ausführung der Kontrollen, vermehrte Effizienz, Kostensenkung, Vermeidung von Doppelspurigkeiten;
- Kompetenzenunterscheidung zwischen Beratung, welche die Qualitätssicherung der Produkte im Gefolge hat, und Kontrollen, die mit der Verfolgung von Verstössen verbunden sind;
- Vereinbarkeit mit dem europäischen Recht;
- Zusammenlegung der Verfolgung von Verstössen nach Art. 182 LwG und der Täuschungsbekämpfung nach LMG;
- Integration des MIBD;
- Integration der AOC-Kontrollen in die gleiche Instanz.

7. ZIELE EINER NEUORGANISATION

Die Ziele der Neuorganisation tragen den Anliegen der Motionen Bachmann und Bourgeois, den Erwartungen der Partner, der bei den Audits ausgedrückten Auffassung der Experten sowie den heute geltenden Bundesgesetzen Rechnung. Auch der Entwurf der neuen Verordnung über die Qualitätssicherung und Qualitätskontrolle in der Milchwirtschaft (MQV) ist auf diese Ziele eingegangen. Berücksichtigt wurde schliesslich auch die allgemeine Ausrichtung der europäischen Gesetzgebung auf dem Gebiet der Lebensmittelsicherheit.

Hauptsächlich angestrebt werden:

- eine einzige Instanz;
- eine einzige Anlaufstelle;
- Zusammenfassung gleichartiger Aufgaben unter einer einzigen Direktion;
- ein einziger Partner/Ansprechpartner;
- eine effiziente, unabhängige und kompetente Kontrolle;
- Zusammenlegung der Kontrollen (KCh, KVet);
- Integration der MIBD-Inspektion;

- Abschaffung von Doppelspurigkeiten;
- Trennung zwischen Beratungs- und Kontrolltätigkeit;
- Kostenreduktion;
- integrierte Verfolgung von Zuwiderhandlungen (Art. 182 LwG);
- eine mit der europäischen Reglementierung kompatible Lösung.

8. KÜNFTIGE ORGANISATION

Der Gesetzesentwurf liefert die Grundlage, auf der die Tätigkeiten des Kantonschemikers und des Kantonstierarztes unter ein und demselben Dach zusammengefasst werden können, einschliesslich derer, die nicht zum Vollzug der Lebensmittelgesetzgebung gehören. Diese neue Dienststelle wird über eine einzige Anlaufstelle verfügen, welche die Verteilung nach Aspekten in Verbindung mit der reinen Lebensmittelsicherheit, aber auch anderen Aspekten wie zum Beispiel Tierschutz oder Qualität des Badewassers vornimmt.

Eine Arbeitsgruppe unter dem Vorsitz des Amtes für Personal und Organisation hat ein Konzept für die konkrete Organisation dieser Dienststelle erarbeitet.

Die Finanzmittel und Arbeitskräfte werden in dieser Dienststelle vereinigt, um eine wirksame Koordination sicherzustellen. Die Informatikverwaltung der Dossiers und deren Nachkontrolle werden ebenfalls zentralisiert.

Die Dienststelle kann auch von dem einen oder dem anderen Funktionsinhaber geleitet werden (Kantonschemiker oder Kantonstierarzt), beziehungsweise von einer anderen Person, die die ganze administrative Führung gewährleistet.

Die Arbeitsgruppe ist daran, dieses Konzept fertig zu stellen; es wird als Grundlage für die Bestimmungen über die Organisation der Dienststelle im Ausführungsreglement dienen.

Die Fusion des Kantonalen Laboratoriums mit dem Veterinäramt ist kein Alleingang des Kantons Freiburg. Seit mehreren Jahren diskutiert die Bundesverwaltung dieselbe Möglichkeit. In den Kantonen Aargau, Basel-Stadt, Graubünden und Wallis ist die Fusion schon erfolgt, und im Kanton Neuenburg ist sie ihrem Grundsatz nach beschlossen.

9. ZUSTÄNDIGKEIT DES STAATSRATS UNTER DEM ASPEKT DES SVOG

Die Motion Bachmann stellt vor keine besonderen Probleme. Sie verlangt effektiv die Aufhebung von zwei Artikeln des Ausführungsgesetzes zum Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände. Dies ist nicht der Fall bei der Motion Bourgeois, die gesetzliche sowie organisatorische Änderungen verlangt. Letztere stellen vor ein institutionelles Problem. Denn die Zuweisung einer Dienststelle an eine Direktion fällt in die Zuständigkeit des Staatsrats. In der Botschaft Nr. 281 vom 8. Januar 2001 zum Entwurf des Gesetzes über die Organisation des Staatsrats und der Verwaltung heisst es unter der Überschrift «Streben nach Effizienz bei der Aufgabenerfüllung»:

«3. Was insbesondere die Effizienz der Verwaltungstätigkeit anbelangt, hebt der Entwurf hauptsächlich die Autonomie

der Regierung bei der Organisation, die Verteilung und die Delegation der Kompetenzen zwischen den verschiedenen hierarchischen Stufen und die Arbeitsmethoden der Verwaltung hervor.

Damit der Staatsrat einen grösstmöglichen Handlungsfreiraum hat, verleiht ihm der Entwurf eine umfassende Autonomie im Bereich der Organisation (vgl. hierzu die Erläuterungen zu Art. 4 Abs. 1 Bst. b) So sieht er vor, dass die Aufteilung der Zuständigkeitsbereiche unter den Direktionen nicht mehr direkt im Gesetz, sondern in einem Beschluss festzulegen ist (Art. 45). Der Staatsrat erhält ausserdem die Kompetenz, Verwaltungseinheiten (Art. 68 Abs. 1 Bst. a), Kommissionen (Art. 52 Abs. 1) sowie Fachstellen oder -gremien für die Umsetzung der Organisations- und Geschäftsführungsregeln (Art. 69) zu schaffen oder sie aufzuheben. Schliesslich ist auch die allgemeine Regelung der Organisation und der Geschäftsführung der Verwaltung auf ein Minimum reduziert worden, so dass der Staatsrat auch auf diesem Gebiet über einen grossen Handlungsspielraum verfügen kann (Art. 67).»

In der endgültigen Fassung des Gesetzes hat sich die Artikelnummerierung etwas geändert, der Sinn aber ist der gleiche geblieben. Vergleiche hierzu die folgenden Bestimmungen:

Art. 46 b) Zuständigkeitsbereich

¹ *Zuständigkeitsbereich und Benennung der Direktionen werden vom Staatsrat in einem allgemein verbindlichen Beschluss festgelegt.*

² *Die Aufteilung der Zuständigkeitsbereiche trägt folgenden Kriterien Rechnung:*

- a) *Zusammenhang der Aufgaben und Führbarkeit;*
- b) *sachliche und politische Ausgewogenheit unter den Direktionen;*
- c) *Beziehungen mit den anderen Kantonen und dem Bund.*

Art. 71 Organisationskompetenz

¹ *Der Staatsrat bestimmt im Rahmen dieses Gesetzes und der Spezialgesetzgebung die Verwaltungsorganisation, indem er:*

- a) *die Verwaltungseinheiten, mit Ausnahme der Anstalten mit eigener Rechtspersönlichkeit, schafft oder sie aufhebt;*
- b) *in einem allgemein verbindlichen Beschluss die Organisation der einzelnen Direktionen und der Staatskanzlei festlegt;*
- c) *in einem Anhang zu diesem Beschluss das Organigramm der Direktionen und der Staatskanzlei aufstellt, das den Kriterien der Verständlichkeit, der Transparenz und der Information genügen muss.*

² *Die Direktionen legen die Organisation der ihnen unterstellten Verwaltungseinheiten nach den vom Staatsrat aufgestellten, allgemeinen Regeln fest.*

³ *Die administrativ zugewiesenen Einheiten regeln ihre Organisation selbst, soweit sie nicht durch die Spezialgesetzgebung oder durch den Staatsrat festgelegt ist.*

Das bei der Vernehmlassung vorgebrachte Argument, wonach das europäische Recht die Zuweisung an einer bestimmten Direktion verlange, ist nicht stichhaltig. Effektiv verlangt das Gemeinschaftsrecht, dass die Ausfuhrdeklarationen von einem Amtstierarzt ausgestellt werden. Dies wird vom Entwurf berücksichtigt; der Kantonstierarzt ist und bleibt für die Kontrolle der Produktion von Lebensmitteln tierischer Abstammung zuständig.

Eine mit der Lebensmittelsicherheit betraute Dienststelle kann einer Direktion in verschiedener Weise unterstellt

werden. Indessen ist in 22 Kantonen der Kantonschemiker, in 16 Kantonen der Kantonstierarzt administrativ dem Gesundheitswesen zugewiesen. In den übrigen Kantonen sind die Dienststellen der Volkswirtschaft, dem Innern oder sogar der Umwelt zugewiesen. Auch auf Bundesebene sind Gespräche über eine andere Verteilung der Lebensmittelkontrolle im Gange. Der Staatsrat wird alle Argumente für die eine oder andere Lösung prüfen und wenn nötig die Verordnung vom 12. März 2002 über die Zuständigkeitsbereiche der Direktionen des Staatsrats und der Staatskanzlei (SGF 122.0.12) ändern. Es sei jedoch darauf hingewiesen, dass die Aufgaben des Kantonschemikers und des Kantonstierarztes nach wie vor hauptsächlich durch die Bundesgesetzgebung bestimmt bleiben, unabhängig von der Integration in die eine oder andere Direktion.

10. GESETZESÄNDERUNGEN

Dieser Entwurf soll nicht nur als Änderung des Ausführungsgesetzes vom 9. Mai 1995 zum Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG) betrachtet werden, sondern als eine weiter reichende gesetzliche Regelung, die darauf hinzielt, die Lebensmittelsicherheit zu gewährleisten. Deshalb der neue Titel dieses Gesetzes: Gesetz über die Lebensmittelsicherheit. Der Staatsrat ist sich bewusst, dass die Lebensmittelsicherheit vor allem Sache derer ist, die «Lebensmittel herstellen, verarbeiten, abgeben, einführen oder ausführen» (s. Art 2 des Entwurfs), aber mit der Organisation der Kontrollen zeigt der Staat auf, dass der Zweck der öffentlichen Gesundheit aufmerksam verfolgt werden muss. In diesem Sinne muss der Titel des Gesetzes auch als Erklärung eines Aktionsprogramms verstanden werden.

Der Entwurf entspricht somit vier Zielen:

- *Koordinierte Umsetzung der neuen Bundesgesetzgebung über die Lebensmittelhygiene und eine Neugestaltung der Ausführungsbestimmungen zum Lebensmittelgesetz, infolge der Einführung des einschlägigen europäischen Gemeinschaftsrechts;*
- *Umsetzung der Motion Bourgeois (s. hierzu oben Punkt 6: Motionen Bachmann und Bourgeois);*
- *Kantonalisierung der Kontrolle über die Fleischhygiene (s. hierzu oben Punkt 6: Die Motionen Bachmann und Bourgeois);*
- *Aktualisierung der Gesetzgebung über das Trinkwasser. Das Gesetz über die Lebensmittelsicherheit übernimmt zu einem grossen Teil den Inhalt der Bestimmungen, die im bisherigen Trinkwassergesetz enthalten sind (Verteilung und Kontrolle des Trinkwassers). Der Schutz der Wasservorkommen wird im Gesetz über die Gewässer behandelt; dieses legt die Grundsätze für die rationelle und wirtschaftliche Verwendung des Trinkwassers fest.*

Die Bundesgesetzgebung über die Lebensmittelhygiene betrifft hauptsächlich die folgenden neuen Bundesverordnungen zur Anwendung des Bundesgesetzes über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände:

- *Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständeverordnung (LGV);*
- *Verordnung über das Schlachten und die Fleischkontrolle;*
- *Verordnung über die Primärproduktion, die auch unter das Bundesgesetz über die Landwirtschaft fällt.*

Ausserdem hat der Bundesrat am 23. November 2005 eine neue Verordnung über die Milchqualität erlassen, mit der er namentlich darauf verzichtet hat, von den Kantonen die Einsetzung eines milchwirtschaftlichen Inspektions- und Beratungsdienstes (MIBD) zu verlangen.

Den Kantonen lässt diese Gesetzgebung aus materieller Sicht keinen Handlungsfreiraum, hingegen sind sie mit dem Vollzug dieser Verordnungen, ganz besonders mit der Organisation der Kontrollen betraut. Der Vorentwurf zielt durch eine bessere Koordination der Kontrollen darauf hin, Synergien zu entwickeln, die Ressourcen besser zu nutzen. Er soll auch die Kontrollen für die Produzenten und Lebensmittelbetriebe vereinfachen.

Was die Motion Bourgeois anbelangt, so ermöglicht die Schaffung einer einzigen Inspektions- und Kontrollinstanz, zentraler Angelpunkt dieser neuen Regelung, es auch, deren Zielsetzung zu verstärken und den Grundsatz «vom Stall auf den Tisch» bzw. «von der Heu- bis zur Essgabel» optimal sicherzustellen. Dieses Konzept fügt sich in ein organisatorisches Gebilde ein, das für die Gewährleistung der Lebensmittelsicherheit zuständig ist und in dem jede für ihr jeweiliges Gebiet verantwortliche Person ihre Kompetenzen wahrt und dieser Struktur zur Verfügung stellt. Für die Frage der administrativen Zuweisung ist der Staatsrat zuständig, entsprechend der oben zitierten kantonalen Gesetzgebung.

Im Trinkwasserbereich setzen das Bundesgesetz vom 9. Oktober 1992 über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG) und die beiden kürzlich in Kraft getretenen Verordnungen – die Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständeverordnung vom 23. November 2005 (LGV) und die Verordnung vom 23. November 2005 über Trink-, Quell- und Mineralwasser – den Akzent auf den Konsumentenschutz, dies über den Grundsatz der Selbstkontrolle sowie über Inspektionen und Analysen, die von der zuständigen Kantonsbehörde vorgenommen werden.

Der hier unterbreitete Entwurf konkretisiert diesen Mechanismus und ergänzt ihn, indem er Erwägungen der öffentlichen Gesundheit integriert, die auf dem kantonalen Gesundheitsgesetz vom 16. November 1999 basieren. Unter diesem Aspekt haben die Gemeinden in ihrer Eigenschaft als örtliche Gesundheitsbehörde (s. hierzu Art. 19 des Gesundheitsgesetzes) namentlich eine Rolle als Garanten für die korrekte Anwendung der Bundesgesetzgebung, was übrigens jetzt schon der Fall ist. Materiell gibt es also keine Änderungen. In der täglichen Arbeit der Gemeinden ergeben sich aus diesem Gesetz keine Änderungen in Bezug auf die Kontrolle des Trinkwassers. Im Gegensatz zu den Lebensmitteln aber besteht auf diesem Gebiet eine deutlich geringere Bundesregelung. Auf Kantonsebene sind daher im Trinkwasserbereich nach wie vor Bestimmungen vom Rang eines Gesetzes nötig. Für weitere Auskünfte sei auf die Website www.trinkwasser.ch verwiesen.

11. ERLÄUTERUNG DER ARTIKEL

Art. 1

Dieser Artikel bestimmt das oben beschriebene neue Konzept mit dem Ziel, die Lebensmittelsicherheit von der Primärproduktion bis zur Vermarktung der Lebensmittel zu gewährleisten. Die Begriffe Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände gehen aus den Artikeln 2–5 des entsprechenden Bundesgesetzes hervor.

Art. 2

Der Zweck besteht in der Lebensmittelsicherheit. Wer Lebensmittel herstellt, behandelt, abgibt, einführt oder ausführt, ist durch die Bundesgesetzgebung zu einem System der Selbstkontrolle verpflichtet. Der Staat interveniert nur für staatliche Kontrollen (s. hierzu auch 3. Kapitel), somit sind grundsätzlich Private für die Qualitätssicherungssysteme zuständig. Im Landwirtschaftsbereich jedoch haben solche Systeme ihre Grundlagen auch in der Gesetzgebung über die Landwirtschaft. Um den Grundsatz der Trennung zwischen Beratung und Kontrolle nicht in Frage zu stellen, wird das Personal der Dienststelle nicht mit Arbeiten im Rahmen der Qualitätssicherung in der Landwirtschaft betraut.

Art. 3

Der Staatsrat ist damit betraut, die Koordination der Tätigkeiten der verschiedenen Instanzen sicherzustellen. Es handelt sich hier namentlich um die Koordination unter den Personen, die mit der Beratung betraut sind, und den Personen für die Kontrollen. Will man die beiden Tätigkeiten klar auseinander halten, so müssen die in der Beratung vor allem bei den Landwirten tätigen Personen wissen, was die Kontrolleure machen werden. Siehe hierzu auch Artikel 5.

Zu den Tarifen ist zu sagen, dass diese in der Kontrolle der Fleischhygiene so festgesetzt werden, dass sie die Kosten vollumfänglich decken, wie dies übrigens schon heute zutrifft. Der Zuständigkeitstransfer in diesem Bereich von den Gemeinden an den Kanton wirkt sich somit nicht finanziell nachteilig auf den Staat aus.

Insbesondere hingewiesen sei auch auf die Möglichkeit des Staatsrats, für die Kontrolle bestimmter spezifischer Eigenschaften von Produkten mit Dritten Vereinbarungen abzuschliessen. Dabei handelt es sich um Erzeugnisse mit Herkunftsbezeichnungen AOC (kontrollierte Herkunftsbezeichnung), IGP (geschützte geographische Angabe) oder andere Gütezeichen. Diese Kontrollen haben ihre gesetzliche Grundlage hauptsächlich im LWG. Mit dieser Bestimmung hat der Staatsrat ein Instrument in der Hand, um die Beratung, somit die wirtschaftliche Förderung, besser von der Kontrolle, das heisst dem Gesundheitsschutz der Bevölkerung, zu trennen.

In Bezug auf die Kontrollen ist daran zu erinnern, dass der Kantonschemiker und der Kantonstierarzt diese in aller Unabhängigkeit vorzunehmen haben. Der «Codex alimentarius» definiert diese Unabhängigkeit wie folgt: «Es ist dafür zu sorgen, dass das Personal der Dienststellen keinerlei kommerziellem, finanziellem, hierarchischem, politischem oder anderem Druck unterworfen wird, der sein Urteil oder seine Entscheide beeinflussen könnte.»

Das Ausführungsreglement wird Bestimmungen über die Organisation der Dienststelle enthalten, namentlich die Abgrenzung der Zuständigkeiten zwischen dem Kantonschemiker und dem Kantonstierarzt (s. auch zu Art. 7).

Die Präsidentin oder der Präsident der Kommission wird unter den Staatsrätinnen und Staatsräten gewählt, die Mitglieder der Kommission sind (s. Absatz 2 Bst. c).

Art. 4

Die Frage der administrativen Zuweisung liegt nach der oben dargestellten kantonalen Gesetzgebung (s. 7.–9. Kapitel) in der Zuständigkeit des Staatsrats.

Art. 5

Wie schon gesagt, macht die Trennung zwischen Beratungs- und Kontrolltätigkeit eine Plattform für den Informationsaustausch notwendig. Die Kommission, die sowohl aus Kontrollpersonen als auch Beratungspersonen umfasst, wird der Ort hierfür sein. Übrigens koordiniert diese Kommission die staatlichen Tätigkeiten; sie besteht somit nur aus Vertreterinnen und Vertretern der Verwaltung.

Art. 6 und 7

Diese beiden Bestimmungen sind die Schlüsselemente des neuen Entwurfs. Dies ist die gesetzliche Grundlage für die Zusammenlegung des Kantonalen Laboratoriums und des Veterinäramts und die Errichtung einer einzigen Anlaufstelle für alle Fragen in Verbindung mit der Lebensmittelsicherheit.

Die Zuteilung der Aufgaben des Kantonschemikers und des Kantonstierarztes im Bereich der amtlichen Lebensmittelkontrolle wird durch das Lebensmittelgesetz festgelegt:

Art. 40 Lebensmittelkontrolle

¹ Die Kantone vollziehen dieses Gesetz, soweit nicht der Bund zuständig ist, und sorgen für die Lebensmittelkontrolle im Inland.

² Sie setzen dazu einen Kantonschemiker, einen Kantonstierarzt sowie die notwendige Anzahl Lebensmittelinspektoren, Fleischinspektoren, Lebensmittelkontrolleure und Fleischkontrolleure ein.

³ Die Kantone regeln die Aufgaben dieser Kontrollorgane im Rahmen dieses Gesetzes; sie können weiteren Vollzugsbehörden besondere Kontrollaufgaben übertragen.

⁴ Der Kantonschemiker leitet die Lebensmittelkontrolle in seinem Bereich. Er koordiniert die Tätigkeit der ihm unterstellten Laboratorien, Lebensmittelinspektoren und Lebensmittelkontrolleure.

⁵ Der Kantonstierarzt oder ein vom Kanton eingesetzter Tierarzt, der die Anforderungen erfüllt, leitet die Kontrolle im Bereich der Tierhaltung und der Schlachtung. Er koordiniert die Tätigkeit der ihm unterstellten Fleischinspektoren und Fleischkontrolleure. Die Kantone können ihn überdies mit der Kontrolle der Verarbeitung des Fleisches beauftragen.

Der Artikel 63 Abs. 4 LGV präzisiert:

Zerlegebetriebe, die einer Bewilligung nach Artikel 13 bedürfen, sind durch Personen zu kontrollieren, die über ein Diplom als Fleischkontrolleurin oder Fleischkontrolleur mit tierärztlichem Abschluss nach der Verordnung vom 1. März 1995 über die Ausbildung der Kontrollorgane für die Fleischhygiene verfügen.

Zusammengefasst nimmt der Kantonstierarzt die folgenden Aufgaben wahr:

- Kontrolle der Schlachthanlagen;
- Kontrolle der bewilligungspflichtigen Zerlegebetriebe;
- Kontrolle der Verwendung von Heilmitteln;
- Leitung der Bekämpfung von Tierseuchen.

Der Kantonschemiker befasst sich mit allen anderen Elementen in Verbindung mit den Lebensmitteln; hinzu kommen diejenigen in Verbindung mit Gebrauchsgegenständen.

Die Inspektionen der Milchbetriebe (Käsereien, Reifungsbetriebe, Milchindustriebetriebe usw.), die bis Ende 2006 vom MIBD durchgeführt werden, fallen ab 1. Januar 2007 unter das Lebensmittelrecht. Demzufolge werden diese Betriebe künftig von Lebensmittelinspektorinnen und -inspektoren inspiziert.

Der Staatsrat kann den Kantonschemiker und den Kantonstierarzt mit Aufgaben betrauen, die nicht an die Lebensmittelkontrolle gebunden sind, sofern sie die amtliche Arbeit nicht nachteilig beeinflussen (Kontrolle der Schwimmbäder, Tierschutz usw.).

Art. 8

Diese Bestimmung gibt dem Staatsrat mehr organisatorische Freiheit als das heutige Gesetz von 1995. Effektiv sind Überlegungen im Gang, die einem Zusammenrücken der vier öffentlichen Laboratorien des Kantons gelten: Labor des Kantonschemikers, Labor des Amtes für Umwelt und die beiden Agro-Lebensmittellabore (Veterinäreinheit und Einheit milchwirtschaftliche Station). Die Dienststelle kann somit ihr eigenes Analysenlabor betreiben, oder dieses Labor kann auch von einer anderen Organisationseinheit für den gesamten staatlichen Bedarf geführt werden. Ein Steuerungsausschuss aus den Direktionen GSD, ILFD und RUBD ist daran, Vorschläge zuhanden des Staatsrats zu erarbeiten.

Art. 9

Es handelt sich hier um die Konkretisierung der Motion Bachmann. Die Bestimmungen des heutigen Gesetzes, wonach die Gemeinden für die Kontrolle der Fleischhygiene zuständig sind, werden aufgehoben, und diese Aufgabe geht an den Kanton über (s. hierzu *Amtliches Tagblatt der Sitzungen des Grossen Rates*, 2004, S. 763ff. und 783f.). Nur noch die Möglichkeit, einen amtlichen Pilzkontrolleur anzustellen, ist Gemeindesache. In diesem Zusammenhang sei betont, dass die Beibehaltung dieser Funktion nach wie vor aus Gründen der Lebensmittelsicherheit sehr zu empfehlen ist, auch wenn die Bundesgesetzgebung die Ernennung eines Pilzkontrolleurs nicht mehr vorschreibt.

Art. 10–17

Im Trinkwasserbereich schlägt dieser Entwurf eine Umgestaltung des heutigen Gesetzes von 1979 nach den folgenden Grundsätzen vor (s. hierzu auch Punkt 10):

1. Das Gesetz gilt für Trinkwasser (im Sinne der Verordnung über Trink-, Quell- und Mineralwasser), das kostenpflichtig oder unentgeltlich an Dritte abgegeben wird.
2. Das Trinkwasser sowie die Anlagen, Mittel und Verfahren für das Trinkwasser müssen den Anforderungen der Lebensmittelgesetzgebung entsprechen (s. Art. 2 und 6 der Verordnung über Trink-, Quell- und Mineralwasser).
3. Jeder Verteiler muss sich an diese Anforderungen halten und Analysen nach dem Grundsatz der Selbstkontrolle durchführen (s. Art. 23 LMG und Art. 6 Abs. 3 der Verordnung über Trink-, Quell- und Mineralwasser).
4. Die Gemeinden wachen darüber, dass die Verteiler ihre Pflichten einhalten. Ist letzteres nicht der Fall, so informieren die Gemeinden den Kantonschemiker und

ergreifen alle nötigen Massnahmen. Ausserdem erstellen sie ein Gemeindereglement über die Trinkwasserversorgung.

5. Der Kantonschemiker ist das oberste Kontrollorgan (s. Art. 24 LMG). Als solches führt er von Amtes wegen Analysen bei den Verteilern durch. Wenn Unregelmässigkeiten auftreten, spricht er die Massnahmen nach Artikel 28–31 LMG aus und verrechnet seine Leistungen nach einem Tarif, der vom Staatsrat festgesetzt wird.

Das Ausführungsreglement kann Trinkwasser aus einer privaten Quelle mit sehr geringer Fördermenge aus dem Geltungsbereich des Gesetzes (Art. 11) ausnehmen. In Bezug auf das Verfahren in Verbindung mit der Selbstkontrolle (Art. 14) ist namentlich vorgesehen, dass die Ausführungsbestimmungen das oder die Laboratorien bezeichnen werden, welche die Analysen durchführen können. Die Analyseergebnisse werden auch dem Kantonschemiker übermittelt, damit dieser die erforderliche Kontrolle vornehmen kann (Art. 15).

Gegenüber der heutigen Gesetzgebung kommt eine wichtige Präzisierung hinzu. Nach Artikel 13 Abs. 3 des Entwurfs müssen die Trinkwasserfassungen den Planungsgrundsätzen und -instrumenten des Gesetzes über die Gewässer, beziehungsweise einem Sachplan entsprechen. Mit dieser Bestimmung hervorgehoben werden eine Koordination des Handelns sowie die Abgrenzung der Zuständigkeiten innerhalb des Staates auf dem Gebiet des Gewässerschutzes einerseits (unter der Verantwortung des Amtes für Umwelt) und des Verbraucherschutzes andererseits (Trinkwasser).

Abgesehen von dieser Präzisierung erfolgt keine materielle Änderung der Gesetzgebung. Die Gemeindereglemente über die Trinkwasserversorgung bedürfen daher keiner Änderung wegen dieser Gesetzesänderung.

Art. 18–20

Es handelt sich hier um eine Übernahme der heutigen einschlägigen Bestimmungen, ohne inhaltliche Änderung, mit Vereinfachungen redaktioneller Art. Die vorgängige Einsprache ist schon im Bundesgesetz vorgesehen und muss daher im Kantonsrecht nicht im Einzelnen wiederholt werden. Die Einsprachefrist von fünf Tagen ergibt sich aus Artikel 55 LMG; in Anbetracht dieser ungewöhnlich kurzen Frist hält es der Staatsrat für zweckmässig, sie im Kantonsrecht zu wiederholen.

Was die strafrechtlichen Sanktionen anbelangt, so werden diese in der Regel bei Übertretungen vom Untersuchungsrichter ausgesprochen (Haft oder Busse bis zu 20 000 Franken; Art. 48 LMG) und bei Vergehen von einem Gericht (Gefängnis oder Busse, Art. 47 LMG).

Art. 22

Die Abfassung eines Ausführungsreglements erfordert noch eine gewisse Zeit. Das Inkrafttreten ist daher auf den 1. Januar 2008 vorgesehen. In Bezug auf die Kantonalisierung der Fleischkontrolle (Motion Bachmann) ist jedoch ein Inkrafttreten vor Ablauf dieser Frist denkbar.

12. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN UND WEITERE ASPEKTE

Mit der Kantonalisierung der Fleischkontrolle werden 25 derzeit kommunale Stellen (2 Inspektoren und

23 Fleischkontrolleure) zu kantonalen Stellen. Übrigens werden sich die Arbeitsplätze der Personen, die die 25 Vollzeitstellen besetzen, wie heute in den Schlachthanlagen der verschiedenen Regionen des Kantons befinden. Somit fallen weder neue Räumlichkeiten noch eine weitere Ausrüstung zu Lasten des Staates an. Die Kosten werden heute vollumfänglich durch Einnahmen gedeckt (Gebühren). Dies sollte auch mit dem künftigen System der Fall sein. Die Koordination und die Führung dieser Personen werden durch die Dienststelle und namentlich den Kantonstierarzt erfolgen.

Für die neue Organisation ist die Zusammenlegung der heutigen Dienste des Kantonalen Laboratoriums und des Veterinäramts an ein und demselben Standort wünschenswert. Eine Möglichkeit ist die Zusammenlegung am heutigen Standort des Kantonalen Laboratoriums. Das Gebäude am Museumsweg 15 in Freiburg ist auf jeden Fall sanierungsbedürftig. Erste Schätzungen im Rahmen des Projekts für die Zusammenlegung der Laboratorien des Kantons sprechen je nach Variante von einem Betrag in Höhe zwischen 4 (Umwandlung in Verwaltungsgebäude) und 5,2 Millionen Franken (Zusammenlegung der Laboratorien). Diese Investition ist jedoch nicht direkt an die vorliegende Gesetzesänderung gebunden, da sie in Anbetracht des Zustands, in dem sich das Gebäude heute befindet, ohnehin getätigt werden muss.

Zum anderen wird die Zusammenlegung der beiden Ämter nach Auffassung des Staatsrats Synergien zeitigen, dies in Bereichen, die sich einer zunehmenden Arbeitsmenge gegenüber sehen werden. Zu denken ist beispielsweise an Fragen in Verbindung mit dem Tierschutz und mit der Anwendung der neuen Bundesgesetzgebung über Chemieprodukte.

Alles in allem hat der Gesetzesentwurf keine finanzielle Auswirkung auf die Betriebskosten, und Investitionskosten für die Infrastruktur sind auf jeden Fall nötig.

Der Entwurf ist verfassungskonform. Er klärt die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden und entspricht dem europäischen Recht.

13. ANTRAG

Wir beantragen Ihnen daher, diesen Gesetzesentwurf über die Lebensmittelsicherheit anzunehmen.

ABKÜRZUNGEN

| | |
|------|--|
| AOC | Kontrollierte Herkunftsbezeichnung |
| AOP | Geschützte Herkunftsbezeichnung |
| FALL | Freiburger Agro-Lebensmittellabor |
| GSD | Direktion für Gesundheit und Soziales |
| IGP | Geschützte geographische Angaben |
| ILFD | Direktion der Institutionen, der Land- und Forstwirtschaft |
| LDV | Verordnung vom 26. November 2003 über die Deklaration für landwirtschaftliche Erzeugnisse aus in der Schweiz verbotener Produktion |
| LGV | Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständeverordnung vom 23. November 2005 |

| | | | |
|------|---|--------|--|
| LMG | Bundesgesetz vom 9. Oktober 1992 über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände | RUBD | Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion |
| LwG | Bundesgesetz vom 29. April 1998 über die Landwirtschaft | Sanima | Nutztierversicherungsanstalt |
| MIBD | Milchwirtschaftlicher Inspektions- und Beratungsdienst | TGR | Amtliches Tagblatt der Sitzungen des Grossen Rates |
| MQV | Verordnung vom 7. Dezember 1998 über die Qualitätssicherung und Qualitätskontrolle in der Milchwirtschaft | VetA | Veterinäramt |
| | | VKCS | Verband der Kantonschemiker der Schweiz |

Loi

du

sur la sécurité alimentaire

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI) et ses ordonnances d'exécution;

Vu la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture et ses ordonnances d'exécution;

Vu le message du Conseil d'Etat du 22 août 2006;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Objet

¹ La présente loi fixe les procédures et les règles d'organisation du contrôle des denrées alimentaires permettant d'assurer la sécurité alimentaire, de la production primaire à la commercialisation des denrées alimentaires.

² Elle comprend les dispositions d'application de la législation fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels et des articles de la législation fédérale sur l'agriculture relatifs aux contrôles étatiques des denrées alimentaires.

Art. 2 But

¹ Pour atteindre son but, la présente loi se fonde sur les deux principes de la LDAI, à savoir l'autocontrôle par tous ceux qui fabriquent, traitent, distribuent, importent ou exportent des denrées alimentaires et les contrôles étatiques selon les règles du droit fédéral.

Gesetz

vom

über die Lebensmittelsicherheit

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 9. Oktober 1992 über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG) und seine Ausführungsverordnungen;

gestützt auf das Bundesgesetz vom 29. April 1998 über die Landwirtschaft und seine Ausführungsverordnungen;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 22. August 2006;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand

¹ Dieses Gesetz legt die Verfahren und Regeln für die Organisation der Lebensmittelkontrolle fest; damit soll die Sicherheit der Lebensmittel von der Primärproduktion bis zur Vermarktung sichergestellt werden.

² Es umfasst Bestimmungen zum Vollzug der Bundesgesetzgebung über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände und jener Artikel der Bundesgesetzgebung über die Landwirtschaft, die sich auf die staatlichen Lebensmittelkontrollen beziehen.

Art. 2 Zweck

¹ Um seinen Zweck zu erreichen, stützt sich dieses Gesetz auf die beiden Grundsätze des LMG; diese bestehen in der Selbstkontrolle aller, die Lebensmittel herstellen, behandeln, abgeben, einführen oder ausführen und den staatlichen Kontrollen nach den Vorschriften des Bundesrechts.

² Cette loi s'applique à la production agricole, dans la mesure où celle-ci est destinée à la fabrication de denrées alimentaires.

Art. 3 Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance dans le domaine de la sécurité alimentaire.

² Il est chargé notamment:

- a) d'assurer la coordination des activités des instances compétentes;
- b) de fixer les tarifs des frais mis à la charge des personnes, des communes ou des entreprises concernées, dans le cadre tarifaire prescrit par le droit fédéral;
- c) de désigner le président ou la présidente de la Commission de la sécurité alimentaire (art. 5);
- d) de conclure avec des tiers des conventions portant sur le contrôle de qualités spéciales des denrées alimentaires;
- e) d'édicter les dispositions d'application dans un règlement d'exécution.

Art. 4 Direction

¹ La Direction chargée du contrôle des denrées alimentaires exerce les tâches qui ne sont pas dévolues à une autre autorité ou unité administrative.

² Elle veille en particulier au respect des programmes annuels de contrôle arrêtés et peut, à cet effet, donner les instructions nécessaires. Les programmes de contrôle sont élaborés par le service institué en vertu de l'article 6 de la présente loi.

³ Elle fixe les règles de fonctionnement dudit service.

Art. 5 Commission de la sécurité alimentaire

¹ Il est institué une Commission de la sécurité alimentaire composée:

- a) des membres du Conseil d'Etat responsables des Directions chargées respectivement des denrées alimentaires, de l'agriculture, des affaires vétérinaires et de la santé;
- b) des personnes exerçant les fonctions suivantes: médecin cantonal, pharmacien cantonal, chimiste cantonal, vétérinaire cantonal, chef du Service de l'agriculture et directeur de l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg.

² Das Gesetz gilt für die landwirtschaftliche Produktion, soweit diese zur Herstellung von Lebensmitteln bestimmt ist.

Art. 3 Staatsrat

¹ Der Staatsrat übt die Oberaufsicht im Bereich der Lebensmittelsicherheit aus.

² Er hat namentlich folgende Aufgaben:

- a) Er stellt die Koordination der Tätigkeit der verschiedenen zuständigen Stellen sicher.
- b) Er setzt innerhalb des bundesrechtlich vorgeschriebenen Tarifr Rahmens die Tarife für die Kosten fest, die den betroffenen Personen, Gemeinden oder Betrieben belastet werden.
- c) Er bezeichnet die Präsidentin oder den Präsidenten der Kommission für Lebensmittelsicherheit (Art. 5).
- d) Er schliesst für die Kontrolle besonderer Eigenschaften von Lebensmitteln Vereinbarungen mit Dritten ab.
- e) Er erlässt die Anwendungsbestimmungen in einem Ausführungsreglement.

Art. 4 Direktion

¹ Die mit der Lebensmittelkontrolle betraute Direktion übt die Aufgaben aus, für die keine andere Behörde oder Verwaltungseinheit zuständig ist.

² Sie sorgt insbesondere für die Einhaltung der beschlossenen jährlichen Kontrollprogramme und kann zu diesem Zweck die nötigen Weisungen erteilen. Die Kontrollprogramme werden von der Dienststelle erarbeitet, die nach Artikel 6 des Gesetzes eingesetzt wird.

³ Sie regelt die Arbeitsweise dieser Dienststelle.

Art. 5 Kommission für Lebensmittelsicherheit

¹ Es wird eine Kommission für Lebensmittelsicherheit eingesetzt. Dieser gehören an:

- a) Mitglieder des Staatsrats, die den für die Lebensmittel, die Landwirtschaft, das Veterinärwesen und die Gesundheit zuständigen Direktionen vorstehen;
- b) Personen, die die folgenden Funktionen ausüben: Kantonsärztin oder Kantonsarzt, Kantonsapothekerin oder Kantonsapotheker, Kantonschemikerin oder Kantonschemiker, Kantonstierärztin oder Kantonstierarzt, Vorsteherin oder Vorsteher des Amtes für Landwirtschaft und Direktorin oder Direktor des Landwirtschaftlichen Instituts des Kantons Freiburg.

² La Commission a principalement pour tâches de coordonner les instances étatiques chargées du contrôle de la sécurité et de la production alimentaires et de veiller à la prise en compte des aspects particuliers touchant aux domaines respectifs.

Art. 6 Service

¹ Il est créé une unité administrative chargée de l'ensemble des activités de contrôle étatique des denrées alimentaires (ci-après: le Service).

² Le Service est subordonné à la Direction chargée du contrôle des denrées alimentaires.

³ Il est habilité en particulier à prendre les mesures mentionnées aux articles 28 à 32 LDAI et d'autres mesures prévues par la législation fédérale et à établir les plans d'urgence pour la gestion des crises.

⁴ Le Conseil d'Etat peut lui confier d'autres tâches.

Art. 7 Chimiste et vétérinaire cantonaux

¹ Les personnes exerçant les fonctions de chimiste cantonal et de vétérinaire cantonal sont intégrées dans le Service. Elles exécutent les tâches qui leur sont confiées dans leur domaine respectif par la législation fédérale. La délimitation des compétences est fixée dans le règlement d'exécution.

² Elles assument notamment les tâches suivantes:

- a) le suivi et le contrôle des denrées alimentaires;
- b) la formation des personnes chargées de l'inspection et du contrôle des denrées alimentaires;
- c) l'élaboration des programmes de contrôle.

³ Le vétérinaire cantonal ou la vétérinaire cantonale est l'autorité cantonale chargée de l'approbation des plans des abattoirs et de l'autorisation de les exploiter.

⁴ Le chimiste cantonal ou la chimiste cantonale préavise les plans de construction ou de transformation des réseaux d'alimentation en eau potable.

⁵ L'approbation et le préavis prescrits aux alinéas 3 et 4 sont donnés lors des procédures régies par la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions.

² Die Kommission hat hauptsächlich zur Aufgabe, die verschiedenen staatlichen Instanzen, die mit der Kontrolle der Lebensmittelsicherheit und -produktion beauftragt sind, zu koordinieren und dafür zu sorgen, dass besondere, die jeweiligen Gebiete berührende Aspekte berücksichtigt werden.

Art. 6 Dienststelle

¹ Es wird eine Verwaltungseinheit geschaffen, die mit sämtlichen Tätigkeiten der staatlichen Lebensmittelkontrolle beauftragt ist (die Dienststelle).

² Die Dienststelle wird der für die Lebensmittelkontrolle zuständigen Direktion unterstellt.

³ Sie ist insbesondere befugt, die Massnahmen nach den Artikeln 28-32 LMG und weitere Massnahmen nach der Bundesgesetzgebung zu ergreifen sowie Notpläne für das Krisenmanagement zu erstellen.

⁴ Der Staatsrat kann sie mit weiteren Aufgaben betrauen.

Art. 7 Kantonschemikerin oder Kantonschemiker und Kantonstierärztin oder Kantonstierarzt

¹ Die Personen, die die Funktionen des Kantonschemikers und des Kantonstierarztes ausüben, werden in die Dienststelle integriert. Sie führen die Aufgaben aus, die sie auf Grund der Bundesgesetzgebung auf ihrem jeweiligen Gebiet haben. Die Zuständigkeiten werden im Ausführungsreglement abgegrenzt.

² Sie nehmen vor allem die folgenden Aufgaben wahr:

- a) Überwachung und Kontrolle der Lebensmittel;
- b) Ausbildung der Lebensmittelinspektorinnen und -inspektoren und der Lebensmittelkontrolleurinnen und -kontrolleure;
- c) Erarbeitung der Kontrollprogramme.

³ Die Kantonstierärztin oder der Kantonstierarzt ist die kantonale Behörde für die Genehmigung der Pläne von Schlachthanlagen und die Bewilligung ihres Betriebs.

⁴ Die Kantonschemikerin oder der Kantonschemiker begutachtet die Pläne für den Bau oder Umbau von Trinkwasserversorgungsnetzen.

⁵ Die Genehmigung und das Gutachten nach den Absätzen 3 und 4 werden im Rahmen der Verfahren gemäss dem Raumplanungs- und Baugesetz erteilt.

Art. 8 Laboratoires

¹ Le Conseil d'Etat met en place une structure de laboratoires aptes à effectuer les analyses nécessaires aux contrôles de la sécurité alimentaire ou à d'autres tâches d'intérêt public.

² Il peut, sous forme de convention, confier des tâches d'analyse à des tiers.

³ Il fixe le rattachement administratif de cette structure.

Art. 9 Contrôle des champignons

Les communes peuvent engager un contrôleur des champignons sauvages.

CHAPITRE 2

Eau potable

Art. 10 Compétences et tâches des communes

¹ Les communes sont responsables de l'approvisionnement en eau potable des habitations et des locaux publics en quantité suffisante. Elles veillent également à ce que les distributeurs respectent les obligations qui leur incombent. Dans la mesure où ces obligations ne sont pas respectées, le conseil communal en informe le chimiste cantonal ou la chimiste cantonale et prend toutes les mesures nécessaires.

² Les communes établissent un règlement communal de distribution d'eau potable.

³ Elles prélèvent des taxes auprès des propriétaires d'immeubles. Les taxes sont uniques (taxes de raccordement) et périodiques (consommation d'eau).

⁴ Les revenus des taxes sont affectés à l'entretien des installations, à l'amortissement du capital investi et au paiement des intérêts, à l'exclusion de tout autre but. Le degré d'autofinancement du service de l'eau potable ne peut pas être supérieur à 100%.

Art. 11 Champ d'application

Les présentes dispositions s'appliquent à l'eau potable distribuée à titre onéreux ou gratuit, du lieu de captage au robinet, ainsi qu'aux infrastructures, moyens et procédés y relatifs. Le règlement d'exécution en fixe les critères d'application.

Art. 8 Laboratorien

¹ Der Staatsrat setzt eine Struktur von Laboratorien ein, die geeignet sind, die für die Kontrolle der Lebensmittelsicherheit oder für andere Aufgaben von öffentlichem Interesse nötigen Analysen durchzuführen.

² Er kann in Form einer Vereinbarung Dritte mit Analyseaufgaben betrauen.

³ Er entscheidet über die administrative Zuweisung dieser Struktur.

Art. 9 Pilzkontrolle

Die Gemeinden können eine Pilzkontrolleurin oder einen Pilzkontrolleur anstellen.

2. KAPITEL

Trinkwasser

Art. 10 Zuständigkeiten und Aufgaben der Gemeinden

¹ Die Gemeinden sind verantwortlich dafür, dass Wohn- und öffentliche Räume mit genügend Trinkwasser versorgt werden. Sie sorgen auch dafür, dass sich die Verteiler an ihre Verpflichtungen halten. Wenn diese Verpflichtungen nicht eingehalten werden, informiert der Gemeinderat die Kantonschemikerin oder den Kantonschemiker darüber und ergreift alle nötigen Massnahmen.

² Die Gemeinden erstellen ein Trinkwasserreglement.

³ Sie erheben Gebühren bei den Eigentümerinnen und Eigentümern von Liegenschaften. Die Gebühren sind einmalig (Anschlussgebühren) und periodisch (Wasserverbrauch).

⁴ Die Einkünfte aus den Gebühren werden ausschliesslich für den Unterhalt der Anlagen, die Abschreibung des investierten Kapitals und die Zahlung der Zinsen verwendet. Der Selbstfinanzierungsgrad der Trinkwasserversorgung kann nicht über 100 % liegen.

Art. 11 Geltungsbereich

Diese Bestimmungen gelten für Trinkwasser, das vom Ort der Fassung bis zum Wasserhahn entgeltlich oder unentgeltlich an Verbraucherinnen und Verbraucher abgegeben wird, sowie für die damit verbundenen Anlagen, Mittel und Verfahren. Das Ausführungsreglement setzt die Kriterien für die Anwendung der Bestimmungen fest.

Art. 12 Définitions

Les termes «eau potable» et «infrastructures, moyens et procédés pour l'eau potable» s'entendent au sens défini par la législation fédérale sur les denrées alimentaires.

Art. 13 Exigences générales

¹ L'eau potable ainsi que les infrastructures, moyens et procédés pour l'eau potable doivent satisfaire aux exigences de la législation fédérale sur les denrées alimentaires.

² L'eau des fontaines accessibles au public qui ne répond pas à ces exigences doit être signalée comme «non potable».

³ Le captage d'eau potable se fait en conformité avec les principes de la législation sur la protection des eaux et sous réserve d'une éventuelle concession en vertu de la loi sur le domaine public.

Art. 14 Obligations des distributeurs

¹ Tout distributeur d'eau potable doit respecter les exigences des précédents articles et est tenu de procéder ou de faire procéder à des analyses en vertu du principe de l'autocontrôle consacré par l'article 23 LDAI et ses dispositions d'exécution. Le règlement d'exécution en fixe la procédure.

² Les distributeurs d'eau potable établissent, à leurs frais, les documents d'autocontrôle et les mettent à la disposition des instances cantonales.

Art. 15 Compétences et tâches du chimiste cantonal ou de la chimiste cantonale

¹ Le chimiste cantonal ou la chimiste cantonale contrôle les communes dans l'accomplissement de leurs tâches. Il ou elle est responsable de la coordination et du flux des informations sur les plans régional et cantonal.

² Le chimiste cantonal ou la chimiste cantonale procède d'office aux analyses nécessaires aux contrôles prescrits par la législation fédérale.

³ En cas d'infrastructures, moyens et procédés pour l'eau potable non conformes, le chimiste cantonal ou la chimiste cantonale impartit au propriétaire un délai raisonnable pour exécuter les travaux nécessaires et en informe le conseil communal et le Service de l'environnement.

Art. 12 Begriffe

Die Begriffe «Trinkwasser» und «Anlagen, Mittel und Verfahren für das Trinkwasser» sind im Sinne der Bundesgesetzgebung über Lebensmittel zu verstehen.

Art. 13 Allgemeine Anforderungen

¹ Das Trinkwasser sowie die Anlagen, Mittel und Verfahren für das Trinkwasser müssen den Anforderungen der Bundesgesetzgebung über Lebensmittel entsprechen.

² Wasser öffentlich zugänglicher Brunnen, das den Anforderungen nicht entspricht, muss mit «kein Trinkwasser» bezeichnet werden.

³ Die Trinkwasserfassung erfolgt in Übereinstimmung mit den Grundsätzen der Gesetzgebung über den Gewässerschutz und unter Vorbehalt einer allfälligen Konzession gemäss dem Gesetz über die öffentlichen Sachen.

Art. 14 Verpflichtungen der Verteiler

¹ Jeder Trinkwasserverteiler muss die Anforderungen der vorangehenden Artikel einhalten und ist verpflichtet, Analysen nach dem Grundsatz der Selbstkontrolle gemäss Artikel 23 LMG und dessen Ausführungsbestimmungen durchzuführen oder durchführen zu lassen. Das Ausführungsreglement legt das Verfahren fest.

² Die Trinkwasserverteiler erstellen auf eigene Kosten eine Trinkwasserkartei und stellen sie den kantonalen Instanzen zur Verfügung.

Art. 15 Zuständigkeiten und Aufgaben der Kantonschemikerin oder des Kantonschemikers

¹ Die Kantonschemikerin oder der Kantonschemiker kontrolliert die Gemeinden in der Erfüllung ihrer Aufgaben. Sie oder er ist verantwortlich für die Koordination und den Informationsfluss auf regionaler und kantonaler Ebene.

² Sie oder er führt von Amtes wegen die Analysen durch, die für die von der Bundesgesetzgebung vorgeschriebenen Kontrollen nötig sind.

³ Wenn Anlagen, Mittel und Verfahren für das Trinkwasser den Vorschriften nicht entsprechen, erteilt die Kantonschemikerin oder der Kantonschemiker der Eigentümerin oder dem Eigentümer eine annehmbare Frist für die Ausführung der nötigen Arbeiten und informiert den Gemeinderat und das Amt für Umwelt darüber.

⁴ Si les travaux ne sont pas exécutés dans le délai, le conseil communal charge un tiers de les exécuter, aux frais du propriétaire. Si la commune est le propriétaire, la compétence en revient à la Direction chargée des denrées alimentaires.

Art. 16 Cas de nécessité

En cas d'alimentation insuffisante en eau potable au regard de l'article 13 al. 1, après demande préalable du distributeur ou de la commune concernés, le chimiste cantonal ou la chimiste cantonale peut exceptionnellement autoriser l'utilisation temporaire d'une eau de secours ne répondant pas aux exigences de la législation fédérale sur les denrées alimentaires. Il ou elle en fixe les conditions d'utilisation.

Art. 17 Obligation temporaire de fournir de l'eau potable

En cas d'alimentation insuffisante en eau potable et lorsqu'il n'existe pas d'autres moyens d'approvisionnement, la Direction chargée du contrôle des denrées alimentaires peut, sur la proposition du chimiste cantonal ou de la chimiste cantonale, exiger d'un distributeur ou d'un particulier qu'il fournisse temporairement de l'eau potable aux habitants de la commune concernée. Cette eau est rétribuée au tarif pratiqué habituellement dans la région.

CHAPITRE 3

Dispositions pénales, voies de droit et dispositions finales

Art. 18 Poursuite pénale

¹ Dans l'accomplissement de leurs tâches, les organes d'exécution du contrôle des denrées alimentaires ont la qualité de fonctionnaires de la police judiciaire.

² La poursuite et le jugement des infractions prévues par le droit fédéral ont lieu conformément au code de procédure pénale.

Art. 19 Opposition

¹ Les décisions concernant les mesures prises en vertu des articles 28 à 30 LDAI sont sujettes à opposition auprès de l'autorité de décision, dans les cinq jours dès leur communication.

² L'opposition est écrite; elle est brièvement motivée et contient les conclusions de l'opposant.

⁴ Werden die Arbeiten nicht fristgemäss ausgeführt, so beauftragt der Gemeinderat auf Kosten der Eigentümerin oder des Eigentümers Dritte mit der Ausführung. Ist die Gemeinde selbst Eigentümerin, so liegt die Befugnis bei der für die Lebensmittelkontrolle zuständigen Direktion.

Art. 16 Notfälle

Kann eine Gemeinde nicht genügend mit Trinkwasser nach Artikel 13 Abs. 1 versorgt werden, so kann die Kantonschemikerin oder der Kantonschemiker auf vorgängiges Gesuch des betroffenen Verteilers oder der betroffenen Gemeinde ausnahmsweise die vorübergehende Verwendung eines Notwassers bewilligen, das den Anforderungen der Bundesgesetzgebung über Lebensmittel nicht entspricht. Sie oder er setzt die Voraussetzungen für die Verwendung fest.

Art. 17 Vorübergehende Verpflichtung zur Lieferung von Trinkwasser

Kann eine Gemeinde nicht genügend mit Trinkwasser versorgt werden und bestehen keine anderen Mittel zur Versorgung, so kann die für die Lebensmittelkontrolle zuständige Direktion auf Antrag der Kantonschemikerin oder des Kantonschemikers von Verteilern oder Privaten verlangen, dass sie der Einwohnerschaft der betroffenen Gemeinde vorübergehend Trinkwasser liefern. Dieses Wasser wird zu dem in der Region üblichen Tarif vergütet.

3. KAPITEL

Strafbestimmungen, Rechtsmittel und Schlussbestimmungen

Art. 18 Strafrechtliche Verfolgung

¹ Beim Vollzug ihrer Aufgaben gelten die Organe für die Ausübung der Lebensmittelkontrolle als Beamte der Gerichtspolizei.

² Die Verfolgung und Verurteilung der Widerhandlungen nach Bundesrecht erfolgen gemäss der Strafprozessordnung.

Art. 19 Einsprache

¹ Verfügungen über Massnahmen, die auf Grund der Artikel 28–30 LMG ergriffen werden, können innert fünf Tagen seit ihrer Mitteilung mit Einsprache bei der Verfügungsbehörde angefochten werden.

² Die Einsprache ist schriftlich; sie wird kurz begründet und enthält die Behagen des Einsprechers.

Art. 20 Recours

Les décisions rendues sur opposition et les autres décisions sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative. Les dispositions de la LDAI sont réservées, notamment celles qui ont trait aux délais de recours.

Art. 21 Abrogations

Sont abrogées:

- a) la loi du 9 mai 1995 d'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels (RSF 821.30.1);
- b) la loi du 30 novembre 1979 sur l'eau potable (RSF 821.32.1).

Art. 22 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 20 Beschwerde

Die Einspracheentscheide und übrigen Entscheide unterliegen der Beschwerde nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege. Die Bestimmungen des LMG sind vorbehalten, namentlich diejenigen über die Beschwerdefristen.

Art. 21 Aufhebung bisherigen Rechts

Aufgehoben werden:

- a) das Ausführungsgesetz vom 9. Mai 1995 zum Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (SGF 821.30.1)
- b) das Gesetz vom 30. November 1979 über das Trinkwasser (SGF 821.32.1)

Art. 22 Inkrafttreten

Der Staatsrat setzt den Zeitpunkt für das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.